

LE PROJET DE LOI DE  
FINANCES 2026 DEVANT L'APN

# Le cap sur le social maintenu

Lire l'article de M. Aziza page 3

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN



Notre supplément  
**AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de

P. 8 & 9

PROJECT  
SYNDICATE  
AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD

Que nous dit  
le prix de l'or ?



PAR JIM  
O'NEILL

Ancien ministre du Trésor  
britannique et un ancien  
président de Goldman Sachs  
Asset Management.

La nature politique des  
publications financières  
des entreprises



PAR RAGHURAM  
RAJAN

Ancien gouverneur de la Reserve  
Bank of India et économiste en chef  
du Fonds monétaire international.

Le financement du  
développement doit  
s'éloigner de l'aide



PAR JUSTIN YIFU  
LIN' ET YAN WANG?



1. Ancien économiste en chef et  
premier vice-président de la Banque mon-  
diale, est doyen honoraire de l'École  
nationale du développement.  
2. chercheur universitaire princi-  
pal au Global Development Policy  
Center de l'Université de Boston.

De combien d'alertes à  
l'informatique dématérialisée  
l'Europe a-t-elle encore besoin ?



PAR ROBIN  
BERJON

Ancien vice-président de la gouver-  
nance des données au New York Ti-  
mes et ancien vice-président du con-  
seil d'administration du W3C, est  
technologue et expert en gouvernan-  
ce à Supramundane Agency.

**TIPASA**  
Un réseau  
de trafic de  
psychotropes  
démantelé P. 3



**21 morts  
sur les routes  
en 48 heures** P. 3

**PALESTINE**  
Recrudescence des  
attaques des colons

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2





Palestine  
Recrudescence  
des attaques des colons

**Samedi, 30<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm El-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», et ce en total accord avec l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

Dans son rapport statistique quotidien de samedi, le ministère de la Santé a fait état d'un bilan de 10 martyrs, dont une nouvelle victime des tirs israéliens et de 9 corps retirés sous les décombres, ainsi que 6 blessés, enregistrés lors des précédentes 72 heures. Depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, les attaques israéliennes ont fait 241 martyrs et 614 blessés, et 522 dépouilles ont été retirées des décombres de Ghaza. Ainsi, le bilan des victimes depuis le début du génocide israélien à Ghaza s'élève à 69.169 martyrs et 170.685 blessés, ajoute le communiqué du ministère de la Santé.

Dans un autre communiqué, le ministère de la Santé a annoncé avoir reçu, samedi, «15 dépouilles de martyrs remises par l'occupation israélienne par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, portant le nombre total de dépouilles reçues à 300», dont «89 ont été identifiées» à ce jour. Dans le cadre de l'accord d'échange de prisonniers, les Brigades Al-Qods et les Brigades Al-Qassam ont remis, vendredi à 21h, le corps d'un détenu israélien retrouvé le jour même à Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza. Al Jazeera a rapporté, samedi, citant une «source haut placée au sein des brigades Al-Qassam» que les combattants de la branche militaire du Mouvement Hamas «ont récupéré (le jour même) le corps de l'officier Hadar Goldin dans la ville de Rafah». Par ailleurs, Israël poursuit ses bombardements à Ghaza faisant un certain nombre de victimes.

Hier, la Protection civile a signalé un blessé par des tirs de l'armée israélienne dans la zone d'Al-Mawasi, dans le sud de la bande de Ghaza. En outre, une source de l'hôpital Al-Awda a signalé un martyr à la suite des tirs de l'armée israélienne à l'est du camp d'Al-Bureij, dans le centre de l'enclave.

CISJORDANIE :  
UN PALESTINIEN SUR CINQ  
TUÉ PAR LES FORCES  
ISRAËLIENNES EST UN ENFANT

Vendredi, lors du point de presse quotidien du porte-parole adjoint du Secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a évoqué la situation humanitaire à Ghaza et en Cisjordanie marquée par une recrudescence des attaques des colons. «Concernant Ghaza, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) indique que malgré des progrès significatifs dans l'intensification de l'aide humanitaire, les besoins urgents de la population restent immenses et les obstacles ne sont pas levés assez rapidement», a-t-il déclaré.

Il a indiqué que depuis le cessez-le-feu et jusqu'à lundi dernier, «l'ONU et ses partenaires ont collecté plus de

37.000 tonnes d'aide, principalement des denrées alimentaires, aux points de passage de Ghaza», mais que l'accès «demeure limité à deux points de passage seulement, sans accès direct d'Israël au nord de Ghaza ni d'Égypte au sud de Ghaza», a ajouté M. Haq, notant la persistance des «restrictions d'accès imposées à certains articles et au personnel des ONG».

Concernant l'interdiction d'entrée des abris imposée par l'entité sioniste, il a alerté sur le fait que «des centaines de milliers de familles font face à l'arrivée de la saison des pluies sans protection indispensable contre les intempéries». «Nos partenaires œuvrant pour l'aide aux abris affirment qu'une fois les obstacles levés, ils disposent de suffisamment de matériel en cours d'acheminement pour répondre à la plupart des besoins de près de 1,5 million de Palestiniens nécessitant cette assistance», dit-il. Sur le plan alimentaire, des «progrès indéniables ont été réalisés», expliquant que «le Programme alimentaire mondial (PAM) a distribué des vivres, des repas chauds, fourni un soutien en boulangerie, des collations enrichies pour les enfants, élargi ses services de nutrition et offert une aide financière numérique à plus d'un million de personnes».

A propos de la Cisjordanie occupée, l'intervenant a rappelé l'alerte OCHA sur une «forte recrudescence des violences perpétrées par les colons contre les Palestiniens, tant en fréquence qu'en gravité». Selon lui, en octobre «OCHA a recensé 264 attaques de colons ayant fait des victimes, causé des dégâts matériels, ou les deux». «Il s'agit du bilan mensuel le plus lourd enregistré en près de vingt ans de relevés, soit en moyenne plus de huit incidents par jour», ajoute Farhan Haq.

En près de 20 ans (depuis 2006), OCHA a documenté «plus de 9.600 attaques de ce type», dont «environ 1.500 ont eu lieu cette année, soit près de 15% du total», poursuit le porte-parole adjoint du Secrétaire général.

Autre aspect des attaques israéliennes en Cisjordanie occupée, les déplacements de populations. «Depuis octobre 2023, plus de 3.200 Palestiniens ont été déplacés en raison des violences des colons et des restrictions d'accès qui en découlent», affirme encore l'intervenant. Résultats : «Des communautés pastorales entières ont été complètement dépeuplées. Des personnes ont été tuées, des centaines blessées - y compris par balles réelles - et beaucoup d'autres ont perdu leurs moyens de subsistance», explique-t-il.

Selon les «données confirmées par OCHA», «le nombre d'enfants palestiniens tués par les forces israéliennes en Cisjordanie depuis le début de l'année s'élevait à 42. Cela signifie qu'en 2025, un Palestinien sur cinq tué par les forces israéliennes en Cisjordanie était un enfant», a souligné Farhan Haq.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Les marchands  
de la discorde

Il est devenu presque banal, dans le paysage numérique actuel, de voir se multiplier des

individus qui ont fait de la haine de l'Algérie un métier, de la diffamation un spectacle, et du mensonge un moyen de subsistance.

Ce phénomène, qui se nourrit des failles de l'espace virtuel et du désordre informationnel, a pris racine dans les réseaux sociaux où l'anonymat et la rapidité de diffusion ont transformé la rumeur en vérité, et la manipulation en argument. Ces personnes, souvent installées à l'étranger, ont trouvé dans le dénigrement systématique de l'Algérie, une source de visibilité et de profit. Elles s'érigent en faux opposants, se présentent comme des voix libres, mais leurs discours sont dictés par l'appât du gain et par la volonté d'exister dans le tumulte médiatique. Leur objectif n'est pas de réformer, ni même de convaincre ; il est d'entretenir un climat de suspicion, de désunion et de haine. En prétendant défendre la liberté d'expression, ils la dénaturent. En se présentant comme des « lanceurs d'alerte », ils se transforment en semeurs de discorde. Leurs publications, souvent invérifiables, mêlent attaques personnelles, calomnies, montages et interprétations malveillantes.

Les cibles sont toujours les mêmes : les institutions, les responsables de l'État, les familles de ceux qui servent la nation, et parfois même le peuple lui-même, réduit à un objet de dérision ou à une masse manipulée. Cette dérive n'est pas le fruit du hasard : elle répond à une logique bien précise, celle du profit et du calcul. Plus l'accusation est grave, plus la rumeur est choquante, plus la diffusion est rapide, et plus le rendement numérique est élevé. Ces soi-disant opposants sont devenus des entrepreneurs de la haine, monnayant leur indignation au prix du clic, et confondant la notoriété avec la légitimité. Mais ce qui rend leur attitude encore plus pernicieuse, c'est la confusion volontaire qu'ils entretiennent dans leur discours. Ils ne distinguent jamais la République des personnes, l'État des gouvernants, le peuple du régime. Cette confusion, entretenue avec soin, leur permet de frapper sans nuance et sans retenue. Ils critiquent un dirigeant et insultent toute une nation, ils reprochent des erreurs politiques et s'attaquent à la dignité d'un peuple.

Ils confondent la liberté avec la licence, l'opinion avec la diffamation, la critique avec la haine. Dans leur bouche, le mot « Algérie » devient une cible, non un repère. Et plus ils dénigrent, plus ils sont écoutés, non pour ce qu'ils disent, mais pour le plaisir malsain de voir un pays affaibli. Ce qui ajoute à la gravité de ce phénomène, c'est l'attitude complaisante, parfois même bienveillante, de la France à leur égard. Car s'ils exprimaient un amour sincère pour leur patrie, s'ils portaient une parole fière, souveraine et indépendante, s'ils rappelaient simplement le droit de l'Algérie à être respectée, ils seraient vite rappelés à l'ordre,

voire expulsés. Mais leur ligne anti-algérienne, aussi outrancière et caricaturale soit-elle, leur sert paradoxalement de bouclier.

Ces individus, qui n'auraient sans doute aucune audience sans ce discours hostile, bénéficient d'une protection tacite, parfois même d'un traitement de faveur. Certains sont invités sur des plateaux de télévision, présentés comme des experts ou des militants des droits humains, honorés pour leurs insultes, applaudis pour leurs outrages, récompensés pour leurs mensonges. La France, qui n'a jamais vraiment soldé sa relation avec l'Algérie, semble trouver dans ces figures d'exilés amers une utilité symbolique : celle d'entretenir la défiance, de nourrir le soupçon et d'affaiblir la cohésion d'un peuple qu'elle n'a jamais complètement compris. Ce mécanisme est d'autant plus cynique qu'il se présente sous les apparences les plus nobles : la défense de la liberté, de la démocratie, du droit à la parole. Mais derrière ces principes proclamés, il y a une réalité politique : on protège, on encourage et parfois on décore ceux qui blessent l'Algérie. Ce n'est pas de l'accueil, c'est de l'instrumentalisation. Ces personnes deviennent les vecteurs d'une influence douce, d'une guerre d'image, d'une guerre de mémoire. À travers elles, ce n'est pas seulement un discours qu'on exporte, c'est une vision de l'Algérie, celle d'un pays incapable de se gouverner, divisé, sans avenir.

Cette image ne correspond en rien à la vérité. L'Algérie n'est pas parfaite, mais elle est debout. Elle a connu des blessures profondes, mais elle les a surmontées. Elle a traversé des crises, mais elle a toujours su se relever. Ce peuple, qu'on tente aujourd'hui de tromper et de démoraliser, sait reconnaître les siens. Il sait faire la différence entre la critique sincère, qui construit, et la haine déguisée, qui détruit. La véritable opposition se fait dans le respect, pas dans l'injure.

La liberté s'exerce avec conscience, pas avec mépris. Ceux qui confondent la République avec un nom, l'État avec un groupe, ou le peuple avec un pouvoir, ne servent pas la vérité : ils la déforment. Et ceux qui, de l'extérieur, les encouragent et les protègent, partagent la responsabilité du poison qu'ils diffusent. En Algérie, il existe une force silencieuse : celle de la lucidité, de la dignité et de la mémoire. Ce pays n'a pas besoin de faux défenseurs autoproclamés ; il a besoin de ses enfants sincères, de ses bâtisseurs, de ceux qui critiquent pour faire avancer, pas pour détruire. L'amour de la patrie n'est pas un slogan qu'on crie devant une caméra étrangère, c'est une fidélité qu'on porte dans le cœur. Et à ceux qui croient pouvoir exister en insultant l'Algérie, l'histoire finira par rappeler une vérité simple : les nations ne meurent pas des mensonges de leurs ennemis, mais elles se renforcent du courage de leurs enfants.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Le projet de loi de finances 2026  
devant l'APN

Le cap sur le social  
maintenu

Les députés de l'Assemblée populaire nationale entament, à partir d'aujourd'hui, les débats sur le projet de loi de finances 2026.



M. Aziza

Si l'on se réfère aux déclarations et aux précisions des responsables du ministère des Finances, la loi de finances 2026 répond à la fois aux exigences des défis économiques et aux défis de soutenir le pouvoir d'achat et les secteurs stratégiques comme l'hydraulique, le logement, l'éducation et la santé.

Le texte sera présenté donc aujourd'hui par le représentant du Gouvernement, suivra la présentation du rapport préliminaire de la commission compétente, puis des interventions des députés.

Le débat général se poursuivra lundi et mardi, sachant que la séance de l'après-midi du deuxième jour sera consacrée aux interventions des présidents des groupes parlementaires, ainsi qu'à la réponse du représentant du gouvernement. Il a été décidé de soumettre le PLF 2026 au vote le mardi 18 novembre, et une séance consacrée aux questions orales est prévue pour jeudi 20 novembre.

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2026, comme présenté par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le 15 octobre dernier, prévoit une série de mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat, améliorer le cadre de vie des citoyens et contribuer au renforcement de l'économie nationale.

Et ce, à travers la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 des exonérations fiscales et des droits de douanes appliqués sur l'huile brute de soja, le café, les légumes secs et les viandes blanches et rouges. Il s'agit aussi de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de l'application du taux réduit de 5% des droits de douane sur les opérations d'importation de cheptels bovin et ovin, vifs destinés à l'abattage, ainsi que

les viandes fraîches réfrigérées bovines et ovines sous vide.

L'exonération fiscale est également prolongée pour les opérations de vente de légumes secs et du riz importés, ainsi que pour les fruits et légumes frais, les œufs de consommation, le poulet de chair et la dinde produits localement. D'autres exonérations visent à la fois à protéger le pouvoir d'achat et assurer notamment l'approvisionnement du marché en produits de base.

En matière d'infrastructures publiques, le projet de loi prévoit un programme de 10.000 logements LPL destinés aux ménages à faibles revenus. La construction de 260 écoles primaires et 140 établissements secondaires. Pour ce qui est du secteur de la santé, le texte prévoit la réalisation de 5 centres hospitaliers régionaux et 120 centres de santé de proximité. Sans oublier l'important programme prévu pour le développement et réhabilitation des infrastructures routières.

LE CADRAGE  
MACROÉCONOMIQUE

Selon les indicateurs macroéconomiques du projet de loi, comme présenté par le ministre des Finances, le prix de référence fiscale du baril de pétrole est fixé à 60 dollars, pour un prix de marché estimé à 70 dollars. Les recettes fiscales des hydrocarbures sont prévues à 2 697,9 mds DA en 2026, 2 588,4 mds DA en 2027 et 2 513,5 mds DA en 2028.

Le taux de croissance devrait atteindre 4,1% en 2026, 4,4% en 2027 et 4,5% en 2028, tiré principalement par les secteurs hors hydrocarbures, dont le PIB atteindra 43 117,8 mds DA en 2028.

Par secteur, la croissance agricole est estimée à 5,4% en moyenne, avec une valeur ajoutée en hausse de 6,2%. Le secteur de la construction progressera de 5,1% par an, tandis que les services enregistreront une croissance moyenne de 5% sur la période.

Syndicat national des magistrats  
Démission du président du SNM

Le bureau exécutif du Syndicat national des magistrats (SNM) a décidé, lors d'une réunion tenue samedi, d'engager les procédures préparatoires pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire (AGE), suite à la réception de la démission de M. Laidi Oudache de la présidence du syndicat, indique un communiqué de l'organisation. "Le bureau exécutif du SNM réuni, aujourd'hui, en session extra-

ordinaire à la résidence des magistrats à El-Biar (Alger), a pris acte de la demande de démission de M. Laidi Oudache de la présidence du syndicat, conformément aux dispositions des statuts du syndicat, notamment l'article 57", précise le communiqué. Il a été décidé, suite à cela, "d'accepter le dépôt de la démission du président du SNM, avant de la soumettre, pour approbation, à l'AGE lors de sa session dont la

date sera fixée ultérieurement, conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts du syndicat". Dans ce cadre, "le premier vice-président du syndicat, Hicham Desdous, assurera provisoirement la gestion des affaires du SNM, conformément à l'article 56 desdits statuts, jusqu'à la tenue de l'AGE". Il a également été décidé "d'engager les procédures préparatoires pour la tenue de cette assemblée", selon la même source.

Tipasa  
Un réseau de trafic  
de psychotropes démantelé

Le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) a démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel organisé, et procédé à la saisie de 176.000 comprimés psychotropes de type "Prégabaline", indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

"Dans le cadre des efforts des services opérationnels de la Sécurité nationale dans la lutte contre le crime organisé lié au trafic de drogue, le Service central de lutte contre le trafic illici-

te de stupéfiants a procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement de la structure criminelle d'un réseau organisé, à la saisie de 176.000 comprimés psychotropes de type +Prégabaline+, de fabrication étrangère, et à l'arrestation de six (6) individus, dont une femme, activant au sein de ce réseau", précise la même source.

L'opération a été menée à la suite d'investigations intensives "ayant permis aux enquêteurs du SCLTIS d'identifier et d'arrêter, dans un premier temps, quatre (4) individus membres

de ce réseau criminel organisé, dans des quartiers de la capitale, avant de procéder à l'arrestation du principal suspect en compagnie d'une femme", selon le communiqué.

Cette opération s'est soldée par "la saisie de la quantité de psychotropes mentionnée et la récupération du camion utilisé dans son transport, de (3) véhicules et de deux (2) motocycles", ajoute la même source, précisant que "les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa".

Raïna  
Raïkoum

Amine Bouali

Se mettre  
à la place d'autrui

L'être humain, souvent, est absorbé par lui-même. Il s'intéresse avant tout à sa propre personne, se préoccupe d'abord du statut qu'il occupe dans la vie, et à tout ce qui contribue à conforter sa vision pourtant subjective des choses. Tout ce qui ne sert pas à consolider ses certitudes ou à défendre ses intérêts semble le concerner de loin, voire pas du tout.

Pourtant, l'attention portée aux autres est l'un des gestes les plus précieux et lumineux qui soient au monde. Se réjouir sincèrement de la réussite d'autrui, encourager ses rêves et ses espérances, et tenter de se mettre à sa place avant de formuler un jugement négatif à son encontre, témoignent d'une profonde humanité. C'est le propre des âmes humbles et généreuses, qui sa-

vent que l'aptitude à essayer de comprendre et pardonner doit toujours précéder la hâte à critiquer et blâmer.

Il est bien plus simple de condamner péremptoirement, de juger de haut avec condescendance, ou de fermer les yeux sur les difficultés de nos semblables. Mais la fraternité, la bienveillance et la capacité à offrir une seconde chance, parfois même à ceux qui nous ont blessés, exigent une noblesse intérieure rare, mais accessible à ceux qui savent se mettre à la place d'autrui.

Écouter avant de juger, prêter attention avant de prendre position, accueillir avant de rejeter, reconnaître dans la réussite des autres une part de notre propre réussite : voilà sans doute l'une des plus belles expressions de la grandeur d'âme.

Economie  
La Belgique veut renforcer  
sa coopération avec l'Algérie

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'est entretenu, samedi, avec l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Jean Jacques Quairiat, sur les moyens de renforcer la coopération économique et commerciale et d'activer le Conseil d'affaires entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, ayant porté sur les perspectives de développement des échanges commerciaux et d'élargisse-

ment des domaines de coopération au service des intérêts des deux pays, M. Rezig a réaffirmé la volonté de l'Algérie de consolider ses relations économiques avec la Belgique, en tant que partenaire important, soulignant la nécessité d'activer le Conseil d'affaires algéro-belge comme mécanisme opérationnel à même de contribuer au renforcement des partenariats économiques entre opérateurs des deux pays, précise la même source.

A cette occasion, le ministre

a souligné l'importance d'organiser des expositions de produits algériens en Belgique et des expositions de produits belges en Algérie, pour faire connaître les capacités de production et les opportunités de coopération disponibles dans les deux pays.

Pour sa part, l'ambassadeur belge a exprimé la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l'Algérie et d'élargir les domaines de partenariat économique, au service des intérêts des deux pays.

21 morts sur les routes en 48 heures

Vingt-et-une (21) personnes sont décédées et 426 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué, samedi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec (4) décès et (7) blessés, suite à 2 accidents survenus dans la commune d'El-Haouamed et dans la commune d'El Maadid, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains et divers, enregistrés dans les wilayas d'Alger, Tizi-Ouzou, Bouira, Ghardaïa et Oum El Bouaghi, ajoute le communiqué.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS  
LA WILAYA D'EL BAYADHAVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N°136

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'El-Bayadh lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

- **OBJET :**

LOT N°01 : -Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 119 AU PK 14+950 ET au PK 23+400.  
-Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 6A AU PK 34+850 ET au PK 49+600.

LOT N°02 : -Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 107 AU PK 348+150 ET PK 350+500.  
-Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 59 AU PK 11+200 ET PK 17+000.

## - les prestations comportent les missions suivantes :

MISSION 1 : Inspection préliminaire.

MISSION 2 : auscultation détaillée et diagnostic complet.

MISSION 3 : établissement du rapport final d'expertise et solution de réhabilitation de confortement de renforcement ou de remplacement (selon le cas)

MISSION 4 : élaboration des dossiers d'appel d'offres pour les travaux de réhabilitation confortement de renforcement ou de remplacement

L'avis d'appel d'offre est ouvert aux organismes des travaux publics et bureaux d'études nationales qualifiés dans les études d'expertise et possédant le code 1206 et agréés par le Ministère des Travaux Publics pour BET privé et décret pour BET étatique

Pour que leur offre soit recevable, les soumissionnaires doivent satisfaire l'ensemble des conditions d'éligibilités suivantes :

- Cinq (05) attestations de bonne exécution expertise d'un ouvrage d'art délivré par le maître de l'ouvrage pour expertise d'un ouvrage d'art BET privé et décret pour BET étatique
- Chiffre d'affaires ≥ 1 000 000.00 DA justifiés par la moyenne des Bilans financiers des trois dernières années.

et ayant une expérience professionnelle dans le même domaine, disposant de tous les moyens humains et matériels nécessaires et qui dispose de capacités techniques, financière et commerciales pour la réalisation des prestations.

Dès l'apparition du présent avis, les BET ou organismes répondants aux conditions sus citées peuvent faire retirer le dossier de consultation, par une personne dûment mandatée, munie d'une demande écrite auprès du service indiqué ci-dessous :

- Les dossiers d'avis d'appel d'offre peuvent être retirés cahier des charges avec présence de l'intéressé ou son représentant par procuration notarié en cas de n'est pas y assister de présence, auprès de la DTP de la Wilaya d'El-Bayadh (service de l'Administration et des moyens- Bureau de marchés-) sise à RAS EL-AIN-EL-BAYADH : TEL 049.61.20.53- FAX 049.61.20.57.

- NIS : 32010510051, NIF : 408015000032090

Le soumissionnaire devra cacheter l'exemplaire original et la copie de son offre, en utilisant une enveloppe extérieure et une enveloppe intérieure, portant la mention « Original » ou « Copie » selon le cas et ce, pour les deux plis : technique et financière.

- Les plis seront adressés à Mr le directeur des travaux publics de la wilaya d'EL BAYADH avec la mention suivante : « Soumission à ne pas ouvrir
- LOT N°01 : -Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 119 AU PK 14+950 ET au PK 23+400.
- Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 6A AU PK 34+850 ET au PK 49+600.
- LOT N°02 : -Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 107 AU PK 348+150 ET PK 350+500.
- Etude d'expertise des deux (02) ouvrages d'art sur RN 59 AU PK 11+200 ET PK 17+000.

sur l'enveloppe extérieure, celle-ci étant anonyme.

L'ensemble du dossier d'avis d'appel d'offre qui doit être présenté par le soumissionnaire, je comporte un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, et composé des pièces suivantes en double exemplaires

**1-Le dossier de candidature**

- ✓ La déclaration de candidature dûment remplie et signée
- ✓ La déclaration de probité.
- ✓ L'instruction aux soumissionnaires et les DTR paraphés et signés.
- ✓ La démarche générale proposée avec la méthodologie pour la réalisation de l'étude, l'organisation et le planning d'intervention détaillé par mission.
- ✓ Un organigramme détaillé du BET.
- ✓ Le C V du responsable du projet et des intervenants composant l'équipe (diplômes et affiliation à la CNAS doivent être associées).
- ✓ Les attestations fiscales et parafiscales de mise à jour (CNAS, CASNOS ou DAS de l'année considérée).
- ✓ Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés de l'année en cours.
- ✓ La carte d'immatriculation fiscale.
- ✓ Les références professionnelles appuyées par des attestations de bonne exécution Délivrée par les maîtres d'ouvrages pour des études similaires.
- ✓ L'agrément travaux publics et code (copie) et statut du bureau d'étude.
- ✓ Extrait de rôle apuré ou échelonné en cours de validité (moins de 03 mois).
- ✓ Les bilans financiers de bureaux d'études des trois (03) dernières années dûment approuvés (Service des impôts).
- ✓ Le numéro d'identification fiscale (NIF).
- ✓ Liste du matériel d'expertise Doit être justifiée par factures ou PV d'huissier de justice récent dont les délais ne dépassent pas une année ; copies des cartes grises et copies des polices d'assurances pour le matériel roulant

**2-Offre Technique :**

- ✓ La déclaration à souscrire dûment remplie et signée.
- ✓ Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».
- ✓ Planning prévisionnel des travaux signé avec délai de prestation.

**3-Offre Financière :**

- ✓ Lettre de soumission dûment remplie et signée
- ✓ Bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé (les prix unitaires doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).
- ✓ Le devis quantitatif et estimatif dûment rempli et signé. (les chiffres doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges)
- La durée de préparation des offres est fixée à **15 jours** à partir de la date de la première parution du présent avis Dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP
- La date de dépôt des offres est fixée au ..... à 14 :00 heures.
- L'ouverture des plis se tiendra en séance publique, le même jour avant 14 :00 heures, le même jour correspondant à la date de dépôt des offres.
- La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres pendant une durée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.
- ✓ Le marché sera attribué au soumissionnaire qualifié techniquement ayant proposé l'offre la moins disante.

**LE DIRECTEUR**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT  
Lotissement Saïd Hamdine Bir Mourad Rais - ALGER  
N° Identification fiscale : 000016001405697A. A. D. L  
PROGRAMME DE LOGEMENTS LOCATION-VENTELA REALISATION DE 70 LOGEMENTS « LOCATION-VENTE » EN TCE Y COMPRIS LES  
TRAVAUX DE VIABILISATION SIS A BENI ABBES, WILAYA DE BENI ABBES  
TRANCHE 185000 LOGEMENTS ZONE 03

AADL 03

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°75/DRT/AADL/2025

En application des dispositions de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, notamment les articles N° 42,47 et 48 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT « AADL » - Direction Régionale de Tiaret lance appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales :  
LA REALISATION DE 70 LOGEMENTS « LOCATION-VENTE » EN TCE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION SIS A BENI ABBES, WILAYA DE BENI ABBES TRANCHE 185 000 LOGEMENTS ZONE 03

Conformément aux articles 36.38,43,60 et 63 de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics et aux articles 44,54,55,56 et 57 du décret présidentiel N° 15-247du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. L'avis d'appel d'offre objet du présent cahier des charges s'adresse aux candidats remplissant les Conditions d'éligibilités suivantes :

En application du décret exécutif N° 93-289 du 28/11/93 portant obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaire du certificat de qualification et classification professionnelle, modifié et complété par le décret exécutif N° 05-114 du 07/04/2005.

En application de l'arrêté interministériel du 01/03/1983 fixant la nomenclature des activités économiques des entreprises du bâtiment, de travaux publics et l'hydraulique, sous peine d'élimination.  
Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux entreprises publiques et privées remplissant les conditions d'éligibilité suivantes :

**a) Capacités professionnelles :**

- Ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie III (Trois) ou plus, qualifié en bâtiment comme activité principale en cours de validité.

**b) Capacités financières :**

- Ayant un chiffre d'affaires moyen des trois meilleurs bilans des cinq dernières années égale ou supérieur à 50 000 000,00 DA, justifiés par les bilans fiscaux et sec annexes indiquant les différents résultats financiers, visés par les services des impôts

**c) Capacités techniques :** ayant les moyens humains et matériels suivant :

1/-Moyens humains : le soumissionnaire devra avoir minimum le personnel suivant :

- Un (01), Architecte ou ingénieur ou master dans le domaine du bâtiment, ayant une expérience supérieure ou égale à 01 ans.

- Un (01) Technicien supérieur en bâtiment, ayant une expérience supérieure ou égale à 01 ans.

, justifié par les pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : affiliation CNAS, CASNOS diplômes, et le cas échéant fiches carrières.

**2/-Moyens matériels :**

Le soumissionnaire doit avoir minimum les moyens suivants :

**Système de construction :**

- Un (01) camions de 10 t ou plus (charge utile).

NB : La liste des moyens matériels de l'entreprise doit être appuyé par (Cartes grises et police d'assurances, pour le matériel roulant constat récent d'huissier de justice (daté de six mois maximums à la date de dépôt des offres) matériel non roulant, et /ou un contrat leasing avec une banque).

**3/-Références professionnelles :** ayant réalisé des travaux et remplissant l'une des conditions suivantes à savoir :

-Un projet de réalisation d'au moins 40 logements en TCE en un seul tenant

-Ou Un cumul de projets de logements d'au moins 100 logements en TCE en prenant en considération les projets d'au moins 25 logements.

-Ou Un projet d'équipements en totalité (TCE) de catégorie B ou plus.

Justifiée par des attestations de bonne exécution ou d'exécution délivré par des maîtres d'ouvrages publics datant de moins de dix ans à partir de la date de réception provisoire sans réserve.

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Le dossier de candidature ne peut être complété.

- Les pièces justifiant les conditions d'éligibilité ne doivent pas être présentes dans l'offre technique.

Contre le paiement de Vingt Mille (20 000.00 DA), au niveau de la régie de la direction

La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret  
Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulation contraires dans la convention de groupement.  
Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours national d'architecture restreint.

**Le dossier de candidature comprend :**

Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet  
Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.  
Une déclaration de sous-traitant (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

Les statuts pour les sociétés

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires cités à l'article N°04 du présent cahier des charges

**L'enveloppe dénommée « L'OFFRE TECHNIQUE » contient :**

1/-La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon modèle joint au présent cahier des charges (sous peine de rejet de l'offre) et tout autre document exigé y afférent à savoir :

Les moyens humains à mobiliser pour le projet

Le matériel et équipement à mobiliser pour le projet

Méthodologie d'exécution des travaux

Contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées

Délai d'exécution

3/-Le cahier des charges portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

**L'enveloppe dénommée « L'OFFRE FINANCIERE » contient :**

1/-La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/-le bordereau des prix unitaire partie logement.

3/-le devis quantitatif et estimatif dûment daté et signé partie logement.

4/- Tableau récapitulatif de la partie logement.

5/-le bordereau des prix unitaire partie conciergerie.

6/-le devis quantitatif et estimatif dûment daté et signé partie conciergerie.

7/- Tableau récapitulatif de la partie conciergerie.

8/-le bordereau des prix unitaire partie VRD.

9/-le devis quantitatif et estimatif dûment daté et signé partie VRD.

10/- Tableau récapitulatif de la partie VRD.

11/- Tableau récapitulatif du montant total du marché.

12/- Le planning de la réalisation des ouvrages.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret

Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret

Un délai de préparation des offres de Quinze (15) jours, il commence à courir à partir de la 1ere publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans la presse.

Le service contractant peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres au moins trois jours avant la date limite de dépôt des offres. Dans ce cas, il en informe les candidats par tout moyen.

L'ouverture en séance publique du dossier de candidature, s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus- indiquée à **Treize heures (13 h 00)**.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres, pendant un délai de quatre-vingt –dix (90) jours augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de séance d'ouverture des plis.

**LE DIRECTEUR REGIONAL**



## L'intelligence artificielle Catalyseur du nouveau de l'imagerie médicale en Algérie

**Sous l'impulsion directe des réformes initiées par le Président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie connaît une mutation numérique profonde dans le domaine de la santé.**

Par Madani Belhafiane\*

Le chef de l'État a fait de la numérisation des infrastructures sanitaires une priorité nationale, considérant qu'elle constitue le socle indispensable d'un système de santé moderne, équitable et performant.

Cette orientation politique claire se traduit par des investissements massifs dans la digitalisation des hôpitaux, la mise en réseau des établissements de soins, et le déploiement progressif de plateformes intégrées de gestion et d'échange de données médicales. Ces réformes structurantes visent à garantir la traçabilité, la transparence et la réactivité du système sanitaire national, tout en favorisant une meilleure coordination entre les différents niveaux de soins.

Dans ce contexte, l'intelligence artificielle (IA) s'impose comme le prolongement naturel de cette dynamique de modernisation. Grâce à la numérisation croissante des données d'imagerie médicale – radiographies, scanners, IRM – l'Algérie dispose désormais d'un écosystème numérique prêt à accueillir et à exploiter les applications les plus avancées de l'IA.

Cette convergence entre volonté politique, réforme structurelle et innovation technologique ouvre la voie à une transformation sans précédent. L'IA devient un outil stratégique de souveraineté sanitaire, capable d'améliorer l'accès au diagnostic, de renforcer la qualité des soins et de réduire les disparités régionales. Elle permet surtout à l'Algérie d'ambitionner un rôle de leader continental en imagerie médicale intelligente, en s'appuyant sur un réseau hospitalier modernisé, des professionnels hautement qualifiés et une vision présidentielle résolument tournée vers l'avenir.

### UN PAYS PRÊT À DEVENIR UN PÔLE D'EXCELLENCE EN IMAGERIE MÉDICALE ASSISTÉE PAR IA

Sous la conduite du Président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a entrepris une modernisation profonde et équilibrée de son système de santé, en mettant l'accent sur la réduction des disparités régionales et l'amélioration de la qualité des soins sur l'ensemble du territoire national.

Ces dernières années, un effort soutenu de l'État a permis de renforcer considérablement les structures sanitaires des Hauts Plateaux et du Sud, longtemps confrontées à un déficit en ressources humaines et en équipements. De nouveaux hôpitaux, centres hospitalo-universitaires et établissements de proximité ont vu le jour, dotés de plateaux techniques modernes et d'un personnel médical spécialisé dans des disciplines clés telles que la chirurgie, la gynéco-obstétrique, la pédiatrie, la réanimation ou la médecine d'urgence.

Le gouvernement a également misé sur la modernisation technologique en introduisant des systèmes numériques de gestion hospitalière, des plateformes de télémedecine, et des réseaux d'information médicale interconnectés permettant un meilleur suivi des patients et une coordination plus fluide entre les établissements.

Cependant, malgré ces progrès remarquables, le manque de radiologues demeure une réalité préoccupante, notamment dans les régions sahariennes et les wilayas à faible densité médicale. Dans plusieurs hôpitaux du Sud, un seul radiologue assure la couverture de vastes zones géographiques, ce qui rallonge les délais de diagnostic et complique la prise en charge des cas urgents.

C'est précisément dans ce contexte que l'intelligence artificielle peut jouer un rôle déterminant. En s'appuyant sur les infrastructures numériques désormais disponibles, elle offre la possibilité de partager et d'analyser les images médicales à distance, de soutenir les radiologues dans l'interprétation des examens, et de garantir une équité d'accès au diagnostic pour l'ensemble des citoyens, du littoral jusqu'aux confins du Sahara.

### UNE RÉVOLUTION PORTÉE PAR LA NUMÉRISATION ET L'INNOVATION NATIONALE

Grâce à la généralisation de la numérisation dans les structures sanitaires algériennes, le pays a franchi une étape décisive vers la modernisation de son système de santé. Sous l'impulsion des réformes engagées par le Président Abdelmadjid Tebboune, la quasi-totalité des hôpitaux, cliniques publiques et centres hospitalo-universitaires sont désormais dotés de systèmes d'informa-

tion hospitaliers (SIH) et de plateformes numériques interconnectées permettant la gestion, la transmission et l'archivage des données médicales en temps réel.

Cette révolution technologique a profondément transformé la manière dont les examens d'imagerie médicale – radiographies, scanners, IRM – seront produits, analysés et partagés à travers le territoire national. Autrefois cantonnée à un traitement local et à des délais souvent longs, l'imagerie médicale entre aujourd'hui dans une ère de connectivité et d'intelligence partagée.

Grâce aux plateformes numériques interconnectées, les images peuvent être centralisées sur des serveurs sécurisés, analysées automatiquement par des algorithmes d'IA capables de détecter des anomalies invisibles à l'œil humain, puis transmises instantanément à des spécialistes situés dans d'autres wilayas du pays. Cette avancée ouvre la voie à une collaboration médicale nationale en temps réel, garantissant un diagnostic équitable et rapide, même dans les zones les plus reculées.

Mais cette dynamique ne s'arrête pas aux hôpitaux : elle s'appuie sur un écosystème d'innovation en pleine effervescence, soutenu activement par le gouvernement. Sous l'impulsion présidentielle, l'Algérie a encouragé la création et le développement de nombreuses start-ups spécialisées dans l'intelligence artificielle, la santé numérique et la cybersécurité médicale. Ces jeunes entreprises, regroupant ingénieurs, data scientists et médecins, développent des solutions locales «Made in Algeria» adaptées aux besoins du système de santé national.

Plusieurs d'entre elles se distinguent déjà par leurs travaux sur des plateformes d'archivage d'images (PACS) : c'est des plateformes numériques (Picture Archiving and Communication System) avec des systèmes informatiques de soins de santé qui permettent de capturer, stocker, distribuer et afficher des images médicales numérisées comme les radiographies, IRM et tomodensitométries. Elles remplacent les films radiologiques physiques, facilitent le partage d'informations et l'accès numérique, améliorent l'efficacité du flux de travail et peuvent être hébergées localement ou dans le cloud, c'est des systèmes d'aide au diagnostic automatisé ou des interfaces de téléradiologie sécurisée. En développant des algorithmes capables de reconnaître précocement certaines pathologies – pulmonaires, cardiovasculaires ou oncologiques – ces start-ups contribuent à renforcer la précision et la rapidité du diagnostic, tout en réduisant la dépendance technologique du pays vis-à-vis de solutions étrangères.

Cette synergie entre volonté politique, infrastructures modernisées et innovation entrepreneuriale fait de l'Algérie un terrain fertile pour le déploiement à grande échelle de l'imagerie médicale intelligente. Elle incarne une nouvelle génération de santé connectée, où la technologie, loin de remplacer le médecin, étend son champ d'action et soutient sa mission au service du patient.

### TÉLÉRADIOLOGIE ET ÉQUITÉ SANITAIRE : UN MODÈLE ALGÉRIEN

La téléradiologie, rendue possible par la numérisation généralisée du système de santé, s'impose aujourd'hui comme l'un des leviers les plus puissants de l'équité sanitaire en Algérie. Elle permet aux établissements éloignés ou sous-dotés en spécialistes de bénéficier, en temps réel, de l'expertise des grands centres médicaux du pays.

L'un des exemples les plus emblématiques est celui du Centre Hospitalo-Universitaire du 1er Novembre 1954 d'Oran, pionnier dans la mise en œuvre de la téléradiologie en Algérie. Ce centre de référence a établi un réseau de transmission numérique sécurisée des images radiologiques avec plusieurs hôpitaux régionaux, notamment celui de Saïda.

Ce modèle de coopération médicale interrégionale démontre tout le potentiel de la téléradiologie pour renforcer la solidarité territoriale. Il permet de réduire les délais de diagnostic, d'améliorer la qualité des soins et d'offrir aux médecins des régions éloignées une formation continue à distance, favorisant l'échange d'expertise entre praticiens.

En s'appuyant sur cette expérience réussie, l'Algérie dispose d'une base solide pour étendre la téléradiologie à l'ensemble du territoire, reliant les hôpitaux du Nord, des Hauts Plateaux et du Sud dans un réseau intégré de santé connectée.

Ce modèle illustre parfaitement la vision du Président Abdelmadjid Tebboune : celle d'une santé moderne, inclusive et souveraine, au service de tous les citoyens.

### L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UN PARTENAIRE DU DIAGNOSTIC MÉDICAL

L'un des apports les plus spectaculaires de l'IA réside dans sa capacité à analyser automatiquement des images médicales complexes – radiographies, scanners, IRM – en quelques secondes, avec une précision comparable à celle des spécialistes humains. Ces systèmes détectent des anomalies subtiles et agissent comme un « second regard », renforçant la fiabilité du diagnostic.

Dans un pays aussi vaste que l'Algérie, où certains hôpitaux ne disposent que d'un seul radiologue pour plusieurs daïras, l'IA devient un outil essentiel d'équité sanitaire. Elle standardise l'analyse, réduit les erreurs liées à la fatigue et garantit un diagnostic rapide dans les zones isolées.

L'IA optimise également les flux de travail dans les services d'imagerie : automatisation des mesures, segmentation d'organes, tri et classification des images. Cela libère du temps pour l'analyse clinique et la collaboration multidisciplinaire.

Enfin, elle constitue un outil pédagogique puissant. Les étudiants en médecine peuvent s'exercer sur des milliers d'images annotées, tandis que les enseignants disposent d'une base d'apprentissage évolutive. Ainsi, l'IA ne remplace pas le radiologue : elle enrichit sa pratique, accélère la prise de décision et garantit un diagnostic plus précoce, précis et équitable.

### UNE OPPORTUNITÉ RENDUE POSSIBLE PAR LA NUMÉRISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

La numérisation constitue le socle de cette révolution. L'introduction des systèmes d'information hospitaliers (SIH), des systèmes d'information radiologique (RIS) et des plateformes de télémedecine permet de connecter la majorité des établissements, des grandes villes aux zones reculées.

**a) Une infrastructure solide et interconnectée**  
Les hôpitaux peuvent échanger images et dossiers médicaux en temps réel. Les algorithmes d'IA analysent automatiquement les examens, produisent un premier diagnostic et identifient les cas urgents, ensuite validés par le radiologue.

**b) La valorisation stratégique des données nationales**  
La généralisation des systèmes PACS permet de constituer une banque nationale d'imagerie médicale. Ces données anonymisées et sécurisées alimentent la recherche, la formation et le développement d'algorithmes adaptés aux pathologies locales.

**c) L'IA au service de la télémedecine**  
Grâce à la connectivité haut débit, les examens réalisés dans les régions isolées peuvent être analysés automatiquement et validés à distance par des experts.

**d) Gouvernance et souveraineté numérique**  
La création d'une Agence nationale de l'intelli-

### Bibliographie

#### Sources nationales

- Présidence de la République Algérienne Démocratique et Populaire.** (2023). *Discours du Président Abdelmadjid Tebboune sur la stratégie nationale de numérisation et la modernisation du système de santé*. Alger.
- Ministère de la Santé.** (2024). *Rapport annuel sur la modernisation des infrastructures sanitaires et la généralisation de la numérisation dans les établissements de santé*. Alger : Direction Générale de la Planification et des Statistiques.
- Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.** (2024). *Programme national d'appui aux start-ups dans le domaine de la santé numérique et de l'intelligence artificielle*. Alger.
- Centre Hospitalo-Universitaire 1er Novembre 1954 d'Oran.** (2023). *Bilan d'expériences en téléradiologie et échanges interhospitaliers* (Saïda – Oran). Oran.

#### Organisations internationales

- Organisation mondiale de la Santé (OMS) – Bureau régional pour l'Afrique.** (2023). *Health and Digital Transformation in the African Region: Progress Report 2023*. Genève : OMS.
- Banque Africaine de Développement (BAD).** (2022). *Innovation et santé numérique en Afrique : état des lieux et perspectives*. Abidjan : BAD.
- UNESCO.** (2023). *Artificial Intelligence for Sustainable Development in Africa*. Paris : UNESCO Publishing. Études et publications scientifiques
- Benali, A., & Khelil, S.** (2022). *L'intelligence artificielle et ses applications en imagerie médicale : opportunités pour les systèmes de santé africains*. *Revue Algérienne de Santé Publique*, 14(2), 45–58.
- Hadjar, N., & Ould Ahmed, H.** (2023). *Télémedecine et équité territoriale en Algérie : état des lieux et perspectives*. *Journal Maghrébin de Santé Digitale*, 5(1), 27–41.
- World Health Organization.** (2021). *Ethics and Governance of Artificial Intelligence for Health*. Geneva : WHO.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).** (2022). *Artificial Intelligence in Health: Opportunities and Challenges for Emerging Economies*. Paris : O

gence artificielle en santé permettrait d'encadrer le développement des technologies, d'assurer la régulation, la certification et la sécurité des solutions déployées.

### UN LEVIER SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE D'AVENIR

L'intégration de l'IA en imagerie médicale ouvre également des perspectives économiques et scientifiques majeures : développement de logiciels locaux, création de pôles de recherche régionaux, coopération avec le Maghreb et le Sahel, et montée en compétences des jeunes ingénieurs et professionnels de santé.

En réduisant la dépendance aux technologies étrangères, l'Algérie renforcerait sa souveraineté numérique et générerait des retombées durables pour la science, la technologie et l'économie nationale.

### FORMER, RÉGULER ET INNOVER

Trois axes sont essentiels pour réussir cette transformation :

**1. Former** : intégrer l'IA dans les cursus de médecine et d'ingénierie, et créer des programmes de formation continue pour les radiologues.

**2. Réguler** : instaurer un cadre éthique et juridique solide garantissant la confidentialité et la transparence de l'usage de l'IA.

**3. Innover** : encourager la recherche appliquée, les partenariats public-privé et les projets pilotes de téléradiologie intelligente.

### CONCLUSION : VERS UN MODÈLE ALGÉRIEN DE SANTÉ CONNECTÉE ET INCLUSIVE EN AFRIQUE

Sous l'impulsion du Président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie connaît une profonde transformation de son système de santé, marquée par la modernisation des infrastructures, l'équipement en technologies de pointe et la généralisation de la numérisation dans toutes les régions, y compris les Hauts Plateaux et le Sud. Cette dynamique s'inscrit dans une vision ambitieuse : garantir l'équité territoriale, réduire les disparités d'accès aux soins et faire de l'Algérie un acteur majeur de la santé digitale sur le continent africain.

Portée par la transition numérique et l'essor des start-ups spécialisées dans l'intelligence artificielle, l'imagerie médicale entre dans une nouvelle ère. Les radiographies, scanners et IRM peuvent désormais être centralisés, analysés et interprétés à distance, offrant un diagnostic plus rapide, plus précis et accessible à tous.

L'IA ne remplace pas le radiologue, elle prolonge son regard, affine son jugement et renforce la fiabilité du diagnostic. En conjuguant expertise humaine, innovation technologique et volonté politique, l'Algérie construit les fondations d'un système de santé intelligent, solidaire et durable.

Au-delà des avancées techniques, cette révolution traduit une ambition profondément humaine : garantir la justice sanitaire, rapprocher les soins des populations isolées et inscrire l'Algérie comme un modèle africain et méditerranéen de santé connectée symbole de progrès, de souveraineté technologique et d'humanité au service de tous.

\*Dr .Ancien Expert en Santé Maternelle, Néonatale et Infantile Organisation mondiale de la Santé – Juba, Sud-Soudan



## Projet gelé d'échangeur Pôle Tlélât-Autoroute Est-Ouest

# Vers un classement définitif du dossier

**Gelé depuis 2015 pour cause d'austérité budgétaire, le projet d'un échangeur desservant le Pôle urbain d'Oued Tlélât à partir de l'Autoroute Est-Ouest risque de finir à jamais dans le fond d'un tiroir. Revendiqué il y a une dizaine d'années sous le sceau de l'urgence, ce dossier a rétrogradé en dernière position de la liste des opérations proposées en arbitrage. L'apparition dans l'intervalle d'autres alternatives pour rallier cette «micro-ville» nouvelle y est pour beaucoup.**

Houari Saaidia

Il faut revenir dix ans plus tôt pour retrouver la première esquisse de ce projet qui revêtait alors un caractère éminemment important sur fond d'émergence des premiers jalons du Pôle urbain de Tlélât de 17.000 logements publics locatifs. Objet d'une séance de présentation au point où il devait être raccordé à l'Autoroute Est-Ouest, cet échangeur en passage supérieur ne devait pas tarder à voir le jour à en juger des engagements faits sur place par le ministre des TP d'alors. Il n'en est rien à ce jour, toutes les tentatives réitérées par la DTP pour l'inscription de cette opération n'ayant pas abouti. La dernière en date faite par le biais d'un tableau synoptique récapitulant les projets proposés en arbitrage ayant eu pour cadre la visite du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, n'aurait donné lieu à aucune avancée sur ce dossier, à fortiori que celui a été noyé dans un pêle-mêle de propositions sans que l'accent ne soit mis sur lui. Visiblement, ce n'est plus un élément de première importance dans le schéma du secteur local des travaux publics au titre des infrastructures routières.

### QUAND LE NOUVEL HÔPITAL UMC DÉBLOQUE LA SITUATION

Relégué au second plan, au même titre que son projet analogue du Pôle urbain de Misserghine via le 4<sup>e</sup> périphérique, l'échangeur desservant le nouveau grand ensemble «greffé» à la ville de Tlélât a perdu en pertinence en raison des critères de budgétisation de plus en plus rigoureux et sélectifs adoptés par le Gouvernement et appliqués par le ministère des Finances. En pratique, l'entrée en jeu de nouvelles alternatives routières intégrant davantage le Pôle de Tlélât au réseau routier, à l'instar du nouveau circuit aménagé pour faciliter l'accès au nouvel hôpital d'urgences d'Oued Tlélât via la cité des 800 logements, a eu pour conséquence une régression en termes de besoin et partant

d'intérêt pour le projet d'échangeur via l'Autoroute d'Oran. Sur le front social, l'équation est simple : plus d'alternatives donc plus d'accessibilité et donc moins de difficulté et de réclamation. Sans pour autant être prioritaire, cette liaison directe Pôle-Autoroute reste toutefois nécessaire et à moyen terme on ne pourra peut-être pas s'en passer. Raison pour laquelle la DTP y tient toujours en la maintenant dans sa short-list d'opérations requises pour un coût estimatif de 800 millions de DA selon l'étude d'avant-projet sommaire (APS). Cela doit passer bien entendu par la réalisation d'une étude d'avant-projet définitif (APD). Si, pour cette démarche technique, le problème de couverture financière a été déjà résolu dans le cas du parc urbain de Misserghine à la faveur d'une prise en charge sur un fonds local, il n'en est pas de même pour le cas similaire d'Oued Tlélât. Et cela est de nature à compliquer la tâche. Il y a eu certes des engagements officiels pour inscrire ce projet en mode étude-réalisation.

### ENCORE FAUT-IL EN AVOIR LA NOTIFICATION DE L'OPÉRATION

Plus facile à dire qu'à faire, aurait-on tendance à répliquer lorsqu'on connaît la complexité du circuit administratif-financier et la pesanteur de son action. Bien des opérations ont été annoncées imminentes via les canaux officiels mais qui ont pris des années pour voir le jour. Si tant est qu'elles voient le jour. Pour le cas de l'échangeur du Pôle de Tlélât, il faut rappeler qu'après que ce projet a fait, lors d'une visite à Oran fin février 2024, l'objet d'un engagement par le ministre Lakhdar Rakhroukh pour son inscription au titre de la LF 2025. Mais la cité nouvelle à la densité démographique assez élevée puisque son architecture est totalement en vertical -avec un noyau de plus de 17.000 unités LPL- attend toujours son propre accès. Pour se rendre à ce grand réceptacle nourri cycliquement par les vagues successives de relogement en provenance d'Oran-ville et alentours, il n'y a jusque-là qu'un

seul chemin, celui desservant l'ancienne ville d'Oued Tlélât via la RN4. Un passage obligé qui asphyxie déjà le chef-lieu et rend la vie encore plus difficile pour les milliers d'habitants éparpillés dans les nouvelles cités condensées. Quand ces derniers rentrent chez eux en fin de journée, ils ne sont pas au bout de leur peine une fois l'accablant chemin RN4 parcouru, avec en plus un régime de circulation au compte-gouttes à hauteur de l'échangeur du marché de gros d'El-Kerma. Loin de là, une autre séquence du calvaire commence quelques centaines de mètres après l'entrée en ville de Tlélât via la bretelle sur la RN4.

### UNE SEULE ENTRÉE/SORTIE POUR DEUX VILLES EN UNE

Car tout le monde est obligé de passer par là, alors qu'il n'est en fait pas possible, pour des contraintes intramuros évidentes, d'opérer une quelconque réadaptation de cette rue traversière à double sens. La seule solution au problème, c'est le projet d'accès au nouveau Pôle urbain via l'Autoroute Est-Ouest. Une nécessité vitale. L'étude portant sur la conception de plusieurs variantes relatives à cet accès a été pourtant confectionnée depuis fin 2016. L'étude a mis en place plusieurs possibilités de passage via la Pénétrante autoroutière d'Oran pour rallier directement le nouveau centre urbain d'Oued Tlélât. L'opération suggérée alors par les pouvoirs publics locaux, au-delà de sa pertinence, a eu l'aval du ministre de TP de l'époque. Mais, depuis, l'opération ne sera jamais enregistrée pour cause d'austérité, explique-t-on. Les choses ont relativement changé depuis peu. Et l'on se dirige vers une levée du gel sur le projet en question. Techniquement, il s'agit d'une bretelle qui aura à desservir le nouveau Pôle urbain à partir du tronçon Oran de l'Autoroute Est-Ouest. L'opération suggère la réalisation d'un échangeur et la réhabilitation d'une piste agricole sur un linéaire de 2,5 km, par le dédoublement et la modernisation de cet itinéraire situé à 750 m à l'est du tracé de la variante.

## Quartier de Sidi El Houari La situation de certaines bâtisses passée au peigne fin

K. Assia

La situation de certaines bâtisses situées dans le quartier historique de Sidi El Houari a été passée au peigne fin, lors d'une réunion de coordination présidée par le wali d'Oran, M Ibrahim Ouchène et regroupant les directeurs de l'OPGI, du logement, la directrice de la réglementation et de l'administration générale, la responsable du CTC, celle de la culture, le délégué du secteur urbain de Sidi El Houari, les représentants de la police et de la sûreté, le chef de daïra et le maire d'Oran et les cadres de la wilaya. Une rencontre qui a permis de passer en revue l'état dans lequel se trouvent certains immeubles situés dans ce quartier populaire et véritable musée de la ville. Le rapport détaillé a englobé également la situation de certaines bâtisses sises dans la zone protégée du quartier qui s'étend sur une superficie de plus de 70 hectares. Dans ce registre, le wali d'Oran a insisté sur la nécessité de prendre des mesures appropriées et de trouver des solutions pour protéger les citoyens du danger, sauvant ainsi ce qui peut être sauvé du patrimoine historique de ce vieux quartier. Sur ce, il a chargé la directrice de la culture de préparer un rapport com-

plet sur la situation de préservation du quartier Sidi El Houari en coordination avec la direction du logement et l'organisme chargé du contrôle technique. Parallèlement, des directives ont été données aux directeurs du logement et celui de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran pour entamer le recensement des logements disponibles.

Il y a lieu de rappeler que plusieurs directives ont été données par l'ancien wali d'Oran pour la réhabilitation de ce quartier historique d'Oran. Celui-ci est unique avec divers monuments historiques et archéologiques, particulièrement avec ses soixante-trois sites témoignant des différentes époques que la ville d'Oran a connues, à savoir de la préhistoire à la période phénicienne, puis la civilisation islamique en passant par l'occupation espagnole et l'ère ottomane, et la colonisation française. Notons que le quartier de Sidi El Houari est parmi les plus anciens du bassin méditerranéen. C'est un musée à ciel ouvert et abrite un mélange de constructions anciennes et modernes avec un caractère particulier d'où la nécessité de préserver ce patrimoine, mémoire vivante d'Oran et produit touristique par excellence.

## Sensibilisation aux dangers des drogues Les spécialistes plaident pour le renforcement du rôle de l'université et de l'école

Les participants à un colloque national sur «Les tendances contemporaines dans l'étude du phénomène des drogues chez les jeunes», clôturé jeudi à Oran, ont souligné l'importance de renforcer le rôle de l'université et de l'école dans la sensibilisation et l'information sur les dangers de la consommation des drogues. Les recommandations de cette rencontre incluent la nécessité de rendre les campagnes de sensibilisation continues, tout au long de l'année scolaire, afin de hisser le niveau de conscience sur la gravité de ces drogues pour les étudiants et élèves, en plus de renforcer les valeurs de prévention et de protection au sein des milieux éducatif et familial. Les participants ont également appelé à multiplier les efforts de la société civile et des organismes concernés, en particulier dans les structures liées aux jeunes, et à renforcer la conscience sociale aux dangers de ce phénomène et à ses effets sur la santé de l'individu et de la société.

Ils ont souligné qu'il est essentiel de renforcer les programmes de sensibilisation aux dangers des drogues et à la sécurité routière dans les programmes éducatifs des écoles et des universités, tout en veillant à établir

des cellules d'écoute au sein des écoles et des universités pour garantir un soutien aux étudiants et aux élèves qui pourraient être exposés à la consommation des drogues.

Les participants ont recommandé de renforcer le rôle de la famille et de la mosquée dans la prévention comportementale et éducative, en intensifiant les programmes de sensibilisation religieuse et éducative qui ancrent les valeurs morales, contribuant ainsi à protéger les jeunes des dérives comportementales et des manifestations de consommation ou de dépendance.

Ils ont également souligné la nécessité d'augmenter le nombre de centres de traitement et de réhabilitation des toxicomanes, avec le soutien des ressources matérielles et humaines nécessaires, et le renforcement des programmes de traitement psychologique et social pour assurer la continuité du processus de rétablissement et d'intégration dans la société. Cette rencontre a été organisée, deux jours durant, par le laboratoire des stratégies démographiques et de développement durable du département de démographie de la faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran 2 «Mohamed Benahmed».

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Djedour Fatima**, 91 ans, Mimosa  
**Midani Yasmine**, 1 jour, Eckmühl  
**Belhadji Brahim**, 77 ans, Plateau  
**Bouzidi Med**, 10 ans, Saint-Hubert

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 jomada el oula 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h51	13h32	15h23	17h47	19h08



## Valorisation des déchets Appel aux collecteurs pour régulariser leur situation

J. Boukraa

Dans le cadre de la politique visant à assainir le secteur de la récupération des déchets et à renforcer la protection de l'environnement, la direction de l'environnement de la wilaya d'Oran lance un appel à l'ensemble des collecteurs de déchets récupérables et valorisables pour régulariser leur activité en obtenant l'autorisation de collecte prévue par la réglementation en vigueur. Cet appel s'inscrit dans une démarche de mise en ordre, de transparence et de professionnalisation du domaine de la récupération, afin de garantir une meilleure gestion des déchets et de soutenir les initiatives locales de recyclage et de valorisa-

tion. Les personnes physiques exerçant ou souhaitant exercer cette activité sont invitées à déposer un dossier de demande d'autorisation auprès de la direction de l'environnement. Ce dossier comprend : un formulaire de demande d'autorisation (selon le modèle officiel), une copie de la carte d'identité nationale, un extrait de naissance et une convention signée avec au moins un opérateur agréé de recyclage ou de traitement des déchets.

L'autorisation de collecte est délivrée dans un délai maximum d'un mois à compter du dépôt du dossier pour une durée de validité de six (6) ans renouvelable. Les personnes autorisées bénéficieront également d'avantages fiscaux et

de facilités administratives destinés à encourager les activités de récupération et de recyclage dans le respect des normes environnementales. A travers cette action, la direction de l'environnement d'Oran réaffirme son engagement à assainir et encadrer le secteur de la récupération des déchets, à promouvoir le tri, la valorisation et le recyclage, et à mobiliser les acteurs locaux autour d'une gestion durable et responsable des ressources. Cette démarche vise avant tout à créer un cadre propre, sûr et organisé, contribuant à la préservation de la qualité de vie des citoyens et au développement d'une économie circulaire bénéfique pour toute la communauté oranaise.



## Mostaganem Priorité à la restauration des structures de santé

**Des travaux sont en cours au niveau de sept polycliniques dans la wilaya de Mostaganem.**

La réhabilitation de ces structures sanitaires est inscrite dans le cadre du programme sectoriel de développement, et a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière globale estimée à 140 millions de dinars, selon les services de la wilaya. L'opération concerne les polycliniques des communes de Achâacha, Sidi Ali, Benabdelmalek Ramdane, Oued El Kheir, Sirat, Essafsaf et Aïn Tedelès, précise le communiqué.

Le secteur de la santé dans la wilaya de Mostaganem a connu, durant les années 2024 et 2025, d'importantes opérations d'aménage-

ment et de modernisation touchant 23 structures sanitaires réparties à travers plusieurs communes, ainsi qu'un établissement hospitalier public au chef-lieu de la wilaya.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste programme visant la réhabilitation de l'ensemble des infrastructures sanitaires de proximité, dans l'objectif d'améliorer la qualité des services et de les rapprocher des citoyens, ajoute la même source.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a récemment donné des instructions à l'effet d'accorder la priorité aux travaux de réhabilita-

tion et de restauration des structures sanitaires, en insistant sur la nécessité d'assurer les meilleures conditions de travail pour le personnel médical et paramédical.

Le même responsable a également adressé des consignes strictes aux entreprises chargées de la réalisation de ces projets, les exhortant de redoubler d'efforts pour accélérer le rythme des travaux, de respecter rigoureusement les délais contractuels et de renforcer les chantiers en moyens matériels et humains, tout en veillant à la qualité des réalisations, souligne le communiqué.

## Sidi Bel-Abbès La filière pistache s'invite à l'université

Les participants au colloque national intitulé "Les startups et les perspectives de développement et de valorisation de la culture de la pistache en Algérie, le cas de Sidi Bel-Abbès", organisé samedi à l'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, ont souligné l'importance stratégique de la culture de la pistache pour soutenir l'économie nationale. Un produit étant considéré comme une culture à haute valeur économique, capable de s'adapter aux conditions climatiques locales.

Dans son allocution d'ouverture, le wali, Kamel Hadji, a mis en avant l'intérêt de cette culture, qui constitue l'une des alternatives agricoles prometteuses en Algérie. Il a indiqué que la culture de la pistache représente une réelle opportunité pour la création de richesse et d'emplois, notamment dans les zones rurales, tout en contribuant au développement agricole durable.

M. Hadji a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à bâtir une économie du savoir où les startups servent de moteur à la transformation et au décollage économique. Il a salué les capacités de l'Université Djillali-Liabès, qui contribue, à travers ses recherches scientifiques, à la transformation des idées en projets d'investissement concrets soutenant l'économie nationale.

Pour sa part, le recteur de l'université, Bouziani Merahi, a appelé à encourager les étudiants à s'engager dans l'innovation et la création de startups dans divers domaines, notamment l'agriculture intelligente, considérée comme un enjeu majeur pour renforcer la sécurité alimentaire du pays. Il a souligné que l'université œuvre à relier la formation académique aux besoins du développement économique, en valorisant la recherche scientifique au service du progrès agricole.

Dans le même contexte, la directrice de l'Institut des sciences agronomiques de l'université, Amina Khaldi, a indiqué que ce colloque constitue un espace d'échanges et de partage d'expériences réussies dans le domaine de la culture de la pistache. Les discussions ont porté sur les différentes étapes de la chaîne de production, allant du choix des variétés et des techniques de plantation et d'entretien, jusqu'à la transformation industrielle et la commercialisation.

De son côté, le président du bureau de la wilaya de l'Organisation nationale de la jeunesse aux compétences professionnelles et scientifiques pour l'Algérie, Kamel Belhadj, a insisté sur l'importance de l'échange d'expertises concernant les méthodes modernes de culture de la pistache depuis le choix des variétés adaptées et les techniques

agricoles innovantes jusqu'aux modes de commercialisation et de valorisation. Il a appelé à élever le niveau de cette culture stratégique et à renforcer la coopération entre chercheurs, agriculteurs et startups afin d'obtenir une meilleure rentabilité. Le colloque a également été marqué par une présentation sur l'évolution de la culture de la pistache en Algérie et ses perspectives de développement, le lancement d'une première opération de plantation d'arbres à pistaches au sein de l'Institut des sciences agronomiques, ainsi qu'une exposition de startups activant dans le domaine agricole, avec la participation d'experts, de techniciens, d'agriculteurs et d'investisseurs.

Cette rencontre, initiée par l'Institut des sciences agronomiques de l'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès en coordination avec l'Organisation nationale de la jeunesse aux compétences professionnelles et scientifiques pour l'Algérie, vise à renforcer la complémentarité entre les différents acteurs pour valoriser la filière pistache. Ce secteur offre des opportunités prometteuses d'investissement contribuant au développement agricole, à la durabilité environnementale et à l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation et de croissance des revenus locaux, selon la même source.

## Tissemsilt Le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique se poursuit

Plus de 290 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, à travers la wilaya de Tissemsilt depuis l'année 2022, selon la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya.

Selon Samia Sâad, chargée de communication de l'entreprise, cette opération de raccordement à l'énergie électrique s'inscrit dans le cadre du programme national d'électrification des périmètres agricoles, initié par les pouvoirs publics afin de développer le secteur agricole dans la région.

Mme Sâad a précisé qu'il s'agit de 132 exploitations agricoles, dont les travaux de raccordement ont été achevés dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt pour le secteur de l'énergie. La longueur du réseau réalisé a dépassé 66 km, pour un budget de plus de 208 millions de dinars.

Par ailleurs, un réseau d'alimentation desservant 160 autres exploitations agricoles réparties sur les 22

communes de la wilaya a été mis en service. Ce projet, financé dans le cadre du programme de développement du secteur de l'agriculture, a mobilisé un montant de 200 millions de dinars, a indiqué la même responsable, soulignant que la longueur du réseau installé a dépassé 50 km.

La même source a ajouté que les travaux de raccordement de plus de 10 autres exploitations agricoles "sont en cours, et avancent à un rythme soutenu", afin de permettre leur mise en service dans les plus brefs délais.

## Relizane La production d'olives en hausse

La wilaya de Relizane prévoit une production dépassant 367.000 quintaux d'olives lors de la campagne de récolte de la saison agricole 2025-2026, a indiqué, samedi, le directeur des Services agricoles de la wilaya (DSA) M. Garmouaoui.

La campagne de cueillette, lancée depuis plusieurs semaines, concerne une superficie de 7.662 hectares de vergers productifs sur un total de 8.286 hectares plantés en oliviers dans la wilaya, a déclaré à l'APS le DSA. Un rendement moyen de 47 quintaux par hectare est attendu cette saison, notamment dans les zones connues pour leur forte capacité de production, telles que Oued R'hiou, Yellel, Djidiouia et Zemmoura, a-t-il encore détaillé.

La majorité des oliviers, soit 98 %, sont de la variété "Sigoi-

se", tandis que le reste se compose des variétés "Sifiane", destinées à la production d'olives de table, et "Chemlal", utilisées pour l'extraction de l'huile d'olive, selon le même responsable, qui a précisé que plus de 23.000 quintaux ont déjà été récoltés sur une superficie de plus de 494 hectares.

Il convient de noter que les oliviers représentent 54 % de l'ensemble des arbres fruitiers de la wilaya, grâce à la nature du sol particulièrement adaptée à cette culture, a ajouté M. Garmouaoui.

Pour rappel, la campagne de récolte de la saison précédente (2024-2025) avait enregistré une production de plus de 336.000 quintaux sur une superficie dépassant 7.662 hectares, selon les données de la direction du secteur.

## Extension annoncée du réseau de gaz

Une enveloppe de plus de 1,2 milliard de dinars a été allouée pour le raccordement de quatre communes de la wilaya de Relizane au réseau de gaz naturel, selon la direction locale de l'Energie et des Mines.

Selon la même source, « dans le cadre de la généralisation de l'accès au réseau de gaz naturel et de l'achèvement du raccordement des communes restantes de la wilaya », le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables a réservé une enveloppe financière de 1,230 milliard de dinars pour le raccordement des communes de El Ouedja, El Hassi, Dar Benabdellah et Beni Zentis à cette source d'énergie.

Ce projet stratégique prévoit le raccordement d'environ 2.340 foyers au réseau de gaz naturel à travers la réalisation d'un réseau de transport de plus de 37 km et d'un réseau de distribution de plus de 47 km, ain-

si que la réalisation de quatre stations de réduction de pression du gaz, selon la même source. Le projet, dont les travaux démarreront prochainement, profitera à plus de 12.880 habitants de ces communes et des zones d'habitation avoisinantes. Il permettra également d'assurer le chauffage et la préparation de repas chauds dans les établissements scolaires situés dans les localités concernées, conformément à une précédente déclaration du wali de Relizane, Kamel Berkane, qui a réaffirmé la volonté de l'Etat d'améliorer le cadre de vie des citoyens et de rapprocher les services essentiels d'eux.

Le taux actuel de raccordement au gaz naturel dans la wilaya de Relizane est estimé à 68 %, un chiffre appelé à augmenter, progressivement, avec la réalisation des programmes en cours et des nouveaux projets inscrits, a-t-on ajouté.

## Tiaret De nouveaux projets livrés

Trois projets de développement ont été mis en service dans la commune d'El Faïdja. Le wali de Tiaret, Saïd Khalil, a supervisé la semaine écoulée la mise en exploitation de ces trois projets, réalisés dans le cadre du budget communal de l'année 2025. Ces projets concernent un groupe scolaire, une salle de soins et un terrain de proximité.

La nouvelle école "Zidani Ahmed" permet ainsi d'alléger la pression sur l'école "Bachir El Ibrahim". L'établissement, érigé sur une superficie de 2.500 mètres carrés, comprend six salles de classe, une salle d'informatique, une salle de lecture, un réfectoire, un terrain de sport et diverses autres commodités.

A la même occasion, il a été

procédé à la mise en service de la salle de soins "Moudjahid défunt Tihah Medjadi", qui offre des prestations médicales aux plus de 7.000 habitants de la commune.

Cet établissement assure des services de consultation médicale, radiologie, analyses, soins dentaires, ainsi que les soins infirmiers et le suivi de la maternité et de l'enfance, sous la supervision d'une équipe composée de deux médecins généralistes et de neuf agents du corps paramédical.

Par ailleurs, un terrain de proximité situé au centre-ville a été mis à la disposition des jeunes pour la pratique de leurs activités sportives, notamment le football, selon la même source.

# Que nous dit le prix de l'or ?

**LONDRES -** J'ai eu des opinions remarquablement contradictoires sur la hausse stupéfiante du prix de l'or cette année, en particulier à la suite du récent revirement brutal.



PAR JIM O'NEILL

Ancien ministre du Trésor britannique et un ancien président de Goldman Sachs Asset Management.

**L**D'une part, je ne serais pas surpris si cette baisse s'avérait être le début de la fin de la hausse. D'autre part, je sympathise avec ceux qui sont d'un avis contraire : le repli n'est qu'une brève correction de ce qui reste une tendance puissante, le prix de l'or atteignant des sommets historiques alors que les marchés s'adaptent à des changements complexes et profonds dans le système monétaire et financier mondial.

**C**ommençons par les arguments des baissiers. Il est clair que l'ascension fulgurante de l'or - qui dépasse même le NASDAQ, porté par les grandes entreprises technologiques - est emblématique du comportement d'une bulle, la dynamique se nourrissant d'elle-même. Une fois que le FOMO («fear of missing out») s'installe, même des développements marginaux ou non pertinents peuvent ajouter à l'excitation. La question est donc de savoir si ces justifications peuvent résister à un examen approfondi.

Historiquement, le stockage de l'or (lorsqu'il n'offrirait aucun rendement monétaire) se justifiait par son rôle d'ancrage monétaire et de couverture contre l'inflation. Mais si cette justification est logique à long terme, elle n'explique pas l'envolée soudaine des prix en 2025. Étant donné qu'une grande partie de l'accélération des prix s'est produite après que le dollar américain eut déjà enregistré sa baisse de 2025 et après que les rendements obligataires américains eurent sensiblement baissé à mesure que les perspectives d'inflation et les attentes en matière d'in-

flation aux États-Unis s'amélioraient, je comprends pourquoi certains commentateurs ont déclaré qu'il s'agissait d'une bulle.

**M**ais examinons maintenant les arguments des partisans de la hausse. Je me souviens très bien des nombreuses fois où, au cours de ma carrière active dans la finance, j'ai eu un sentiment haussier à l'égard de l'or. L'un de ces épisodes s'est produit en 1995-1996, alors que j'étais stratège en chef pour les devises chez Goldman Sachs. À l'époque, de nombreux commentateurs s'inquiétaient déjà du niveau élevé et de l'augmentation rapide de la dette publique aux États-Unis et dans d'autres grandes économies. Si l'on ajoute à cela la probabilité que la politique monétaire fasse disparaître ces dettes, il y a tout lieu de penser qu'il serait bon d'investir dans l'or.

Je me souviens avoir acheté une option d'achat pour exprimer ma conviction. Mais après quelques mois, le prix de l'or n'avait pratiquement pas bougé et j'ai décidé de limiter mes pertes avant que le décalage temporel ne s'évapore complètement.

**U**n autre épisode s'est produit plus tard, lorsque j'étais président de la division de gestion d'actifs de Goldman. J'ai essayé d'encourager certains de nos chercheurs et investisseurs à réfléchir plus ouvertement à l'allocation d'actifs, et à être moins contraints par les indices de référence conventionnels et l'allocation typique de 65/35 % entre les actions et les obligations. L'un de mes collègues, James Wrisdale, a réagi en créant un intéressant modèle de rendement total non contraint qui prenait en compte un groupe plus large d'actifs de l'époque des marchés des changes à taux flottants. Fait fascinant, ce modèle suggérait une allocation de base à l'or bien supérieure à ce que n'importe qui d'autre qu'un «goldbug» (fanatique à l'esprit conspirateur) aurait considéré comme souhaitable.

Il n'est pas surprenant que lorsque nous avons discuté de ce modèle avec nos professionnels de l'investissement et nos répartiteurs d'actifs expérimentés, ils ont estimé qu'il serait très difficile de le mettre en œuvre. Il était

tout simplement trop risqué et trop atypique pour être crédible. Néanmoins, la finance et l'investissement ont toujours comporté une dimension subjective intrigante, et cette perspective peut nous aider à comprendre le point de vue des haussiers de l'or d'aujourd'hui.

**E**n raison de mon expérience dans l'analyse des marchés des changes, je comprends certainement pourquoi les grands détenteurs de réserves de change conventionnelles - notamment la Chine et la Russie - ont pris la décision stratégique d'allouer davantage d'argent à l'or. Je comprends également pourquoi ils encouragent les autres membres du groupe BRICS, qui regroupe les principales économies émergentes, à faire de même. Ils n'ont pas caché leur intention de créer une alternative au système monétaire international basé sur le dollar.

Mais il pourrait aussi y avoir une explication plus banale. L'expérience que j'ai acquise dans le domaine du change m'a appris que les monnaies présentent généralement des écarts de prix cycliques en fonction de l'évolution des taux d'intérêt réels relatifs. Ainsi, lorsque la Réserve fédérale américaine assouplit sa politique et que les attentes en matière d'inflation n'ont pas beaucoup diminué, le dollar s'affaiblit ; et lorsque la Réserve fédérale resserre sa politique, le dollar se renforce. En outre, le même schéma semble s'appliquer non seulement aux autres grandes monnaies, mais aussi au prix de l'or. Lorsque les taux d'intérêt réels diminuent dans l'ensemble des économies du G7, l'or en profite.

**D**ans le contexte actuel, si les marchés pensent que les banques centrales vont encore assouplir sensiblement leur politique - ou du moins ne pas la resserrer davantage - alors que l'inflation sous-jacente ne s'améliore pas, la hausse du prix de l'or est conforme à la tendance historique.

Je ne sais pas si c'est le scénario baissier ou haussier qui l'emportera, en particulier pour le prochain mouvement de 5 à 10 %, et personne d'autre ne le sait non plus. Mais il est certain que j'observerai la situation de près et que je garderai l'esprit ouvert sur ce que je verrai.

## La nature politique des publications financières des entreprises

**CHICAGO -** Dans un commentaire récent du Financial Times, le président de la Securities and Exchange Commission (SEC), Paul Atkins, a affirmé que «la SEC ne devrait exiger des entreprises qu'elles fournissent des informations qu'en fonction d'un critère objectif, à savoir si un investisseur raisonnable les considérerait comme importantes pour une décision d'investissement».



PAR RAGHURAM RAJAN

Ancien gouverneur de la Reserve Bank of India et économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur de finance à la Booth School of Business de l'université de Chicago et coauteur (avec Rohit Lamba) de *Breaking the Mold : India's Untraveled Path to Prosperity* (Princeton University Press, mai 2024).

**E**Les règles rédigées pour les actionnaires qui cherchent à provoquer un changement social ou dont les motivations n'ont rien à voir avec la maximisation du rendement financier de leur investissement ne répondent pas à ce critère et ne satisfont pas les investisseurs. »

À première vue, la déclaration d'Atkins ne semble pas exceptionnelle. Elle laisse toutefois en suspens une question essentielle : qu'est-ce qui est important pour les performances financières d'une entreprise ? Atkins suggère que la publication d'informations ne devrait pas être dictée par des «modes politiques ou des objectifs déformés», citant la directive de l'Union européenne relative aux rapports sur le développement durable des entreprises, qui élargit et normalise les rapports sur le développement durable des entreprises afin d'améliorer la transparence et la comparabilité des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Ces informations, affirme-t-il, «peuvent être importantes sur le plan social, mais ne sont généralement pas significatives sur le plan financier».

**C**ela ressemble cependant à un vœu pieux. Si les régulateurs européens pensent que l'environnement est important et qu'ils agissent en conséquence, les coûts des multinationales pour faire des affaires en Europe s'en trouveront sensiblement affectés. Le mois dernier, un tribunal de Paris a estimé que TotalEnergies s'était livrée à des «pratiques commerciales trompeuses» en affirmant qu'elle était «un acteur majeur de la transition énergétique». Citant la législation européenne qui exige que les déclarations écologiques soient étayées par «des engagements et des objectifs concrets, accessibles au public et vérifiables», le tribunal a estimé que les déclarations de l'entreprise

sur le climat n'étaient pas cohérentes avec ses investissements accrus dans les hydrocarbures. Bien que les amendes infligées à Total soient modestes, il est probable qu'elles seront plus importantes à l'avenir, et donc significatives pour les investisseurs.

**D**e toute évidence, les régulateurs américains n'accordent aujourd'hui que peu d'importance aux stratégies vertes des entreprises ou à la nécessité de les rendre publiques. Si les régulateurs d'autres pays se soucient davantage de ces stratégies, elles n'en restent toutefois pas moins importantes pour les entreprises qui exercent des activités transfrontalières. Comme les démocrates et les républicains sont profondément divisés aux États-Unis sur les mérites des politiques ESG, une entreprise qui évite les actions liées à l'ESG sous l'administration actuelle pourrait se retrouver paralysée sous l'administration future. Les investisseurs qui accordent de l'importance aux bénéfices à long terme ne devraient-ils pas être en mesure de se faire leur propre opinion sur ces questions ? Indépendamment du fait que l'ESG soit une mode politique (ou que l'opposition à l'ESG le soit), la communication des pratiques liées à l'ESG peut toujours être importante pour le résultat net.

**L**es régulateurs ne sont pas non plus les seuls à s'en préoccuper. Dans l'affaire TotalEnergies, on craignait que les clients ne soient induits en erreur par les déclarations environnementales de l'entreprise. Dans un monde en réchauffement, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les décisions d'achat de certaines personnes soient influencées par les pratiques environnementales d'une entreprise.

**E**n outre, les recherches suggèrent que les entreprises brésiliennes ayant de meilleures pratiques environnementales (lorsqu'elles sont certifiées par les autorités de réglementation) attirent des travailleurs plus qualifiés et, en fin de compte, sont plus performantes. La question de savoir si les pratiques environnementales exercent un attrait politique universel n'est donc pas pertinente. Si elles attirent un type de travailleur privilégié et améliorent les résultats d'une entreprise, les actionnaires de cette dernière voudront en être informés.

**A**tkins soulève toutefois une question potentiellement valable concernant le public visé par les informations communiquées par les entreprises. Il s'oppose aux règles «écrites pour les actionnaires qui cherchent à provoquer un changement social ou dont les motivations ne sont pas liées à la maximisation du rendement financier de leur in-

vestissement». Encore une fois, que se passe-t-il si certains actionnaires sont prêts à sacrifier leur rendement pour des pratiques socialement bénéfiques ? Faut-il ignorer leurs préférences ?

**L**'argument pour se concentrer uniquement sur le rendement financier a toujours été que, ce faisant, l'entreprise permet aux investisseurs minoritaires d'aller dépenser leur part accrue de richesse pour la cause sociale ou politique qu'ils préfèrent. L'entreprise n'a pas besoin de répondre à leurs caprices pour leur donner les moyens d'agir. Oliver Hart, de Harvard, et Luigi Zingales, de l'université de Chicago, soutiennent pourtant de manière convaincante que les actionnaires peuvent préférer que l'entreprise agisse directement en fonction de leurs préoccupations. L'argument de la valeur actionnariale suggère qu'une entreprise devrait continuer à polluer l'environnement pour maximiser ses profits et le cours de ses actions, parce que ses actionnaires soucieux de l'environnement peuvent ensuite utiliser une partie de leur richesse accrue pour financer une dépollution. Le problème de ce point de vue devrait toutefois être évident : la remise en état de l'environnement est généralement beaucoup plus coûteuse que la prévention de la pollution, de sorte que les actionnaires et la société se porteraient mieux si l'entreprise sacrifiait une partie de ses bénéfices pour adopter des pratiques moins polluantes.

**E**n d'autres termes, la SEC ne peut pas se contenter de considérer les investisseurs socialement motivés comme une nuisance, car cette cohorte peut constituer la majorité dans certaines entreprises, et leurs intérêts peuvent ne pas être servis si l'entreprise se contente de maximiser ses profits. Dans un monde où les investisseurs sont inondés d'informations, la SEC a raison de se demander ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Les déclarations obligatoires à la SEC sont précieuses dans la mesure où les informations sont plus fiables que celles divulguées volontairement. Puisque la divulgation impose une charge aux entreprises, elle devrait être imposée avec discernement.

**L**a SEC doit cependant reconnaître que ces informations sont consultées par un large éventail d'acteurs et qu'elles ont des répercussions importantes. Rejeter ces préoccupations comme étant d'ordre politique revient à se livrer soi-même à une politisation. Il vaut mieux reconnaître que les informations divulguées peuvent avoir des répercussions sur les investisseurs et la société par le biais de nombreux canaux, puis procéder aux compromis nécessaires dans les mandats de la SEC.



# Le financement du développement doit s'éloigner de l'aide

**BEIJING -** Les donateurs traditionnels ont fortement réduit leurs engagements en matière d'aide aux pays en développement au cours de l'année écoulée. Certains, comme les États-Unis, ont pratiquement supprimé leurs programmes d'aide. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'aide publique au développement (APD) des pays membres a diminué de 7,1 % en 2024, sa première baisse annuelle depuis six ans.

gère, non seulement parce qu'elle devenait une source de financement peu fiable, mais aussi parce que d'autres moyens plus efficaces de financer le développement étaient de plus en plus disponibles. Ce message est plus urgent que jamais.

La dépendance à l'égard de l'aide devenant intenable, la communauté internationale doit mobiliser un éventail plus large de sources de financement pour promouvoir une croissance verte et durable. Cela inclut les banques nationales de développement, les fonds d'investissement industriels, les fonds souverains et les investissements institutionnels sur les marchés publics, ainsi que des mécanismes innovants tels que les échanges de dettes et les partenariats public-privé (PPP). Ces outils peuvent débloquent des ressources nationales, attirer des investisseurs à long terme et créer des synergies entre les objectifs publics et les capitaux privés.

L'investissement en actions offre une voie prometteuse pour engager des partenaires de développement non traditionnels tout en réduisant la dépendance des pays en développement à l'égard de la dette. Les fonds d'investissement publics, les institutions financières publiques et privées et d'autres acteurs privés peuvent participer en prenant des participations dans des entreprises publiques, en finançant des projets d'infrastructure ou en s'associant à des PPP. Cette participation permet non seulement d'alléger le fardeau de la dette, mais aussi d'améliorer les performances et la gestion des actifs publics.

En tant qu'institutions financées par l'État et investies d'une mission, les banques publiques de développement (BPD) ont le potentiel de fournir des capitaux patients pour des

investissements verts et durables dans les économies émergentes et en développement (EED). En s'appuyant sur la base de données pionnière des institutions publiques de développement et de financement créée par l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'Université de Pékin, les recherches futures pourront identifier des moyens efficaces d'exploiter ces institutions pour alimenter une croissance à faible émission de carbone.

Répondant à la demande croissante des économies du Sud, les partenaires du développement ont de plus en plus adopté, ces dernières années, une approche « chaîne de valeur complète » de la transition verte. Cette stratégie facilite les transferts de technologies à faible émission de carbone, la diffusion des innovations numériques (y compris le commerce des services) et la modernisation industrielle, permettant aux pays inclus dans l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » (BRI) d'accélérer leur transition vers le développement durable.

La recherche empirique soutient cette approche. Une analyse portant sur 139 pays constate que, suite aux directives politiques visant à intégrer des principes verts et à faible émission de carbone dans la BRI, l'intensité carbone (émissions de CO<sub>2</sub> par unité de PIB) parmi les pays participants a diminué de manière significative entre 2013 et 2022. Ces résultats sont cohérents avec une autre étude récente montrant comment l'expansion de l'énergie solaire en Chine a contribué à transformer le secteur de l'électricité en Afrique.

Les investissements dans les infrastructures et le développement industriel peuvent également avoir des retombées positives. Des données provenant d'Afrique subsaharienne

montrent que la présence d'au moins un projet d'infrastructure financé par la Chine dans une région administrative de second ordre (comparable à une municipalité) est associée à une augmentation de 5 % de la luminosité nocturne - un indicateur largement utilisé pour l'activité économique. Les régions voisines ont connu une augmentation de 10 à 15 % de la luminosité, ce qui indique que les avantages de ces projets s'étendent bien au-delà du site d'investissement immédiat.

Ces résultats soulignent le rôle essentiel des investissements dans les infrastructures, en particulier dans les projets liés à l'énergie et aux transports. En améliorant l'accès à l'électricité, son prix et sa connectivité, ils réduisent la pauvreté énergétique, renforcent les services publics et stimulent l'activité économique dans les zones mal desservies.

Pour relever les défis évolutifs du financement du développement, les donateurs et créanciers traditionnels et non traditionnels devraient aller au-delà de l'aide et adopter des stratégies multidimensionnelles qui combinent le commerce, l'investissement, les infrastructures, les technologies vertes et la connectivité numérique, y compris les solutions fintech, pour soutenir les EMDE.

Il est important que ces collaborations soient considérées comme un processus d'apprentissage mutuel dans lequel les partenaires assument des rôles complémentaires et des responsabilités partagées. Certes, il y a eu des faux pas en cours de route. Le financement par la Chine de centrales électriques au charbon avant 2021, par exemple, a ralenti la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Mais ces résultats, une fois reconnus comme des erreurs politiques, peuvent contribuer à renforcer la responsabilité et à favoriser les mécanismes d'autocorrection au sein de l'écosystème du développement international. Grâce à l'apprentissage et à l'adaptation continus, les partenaires mondiaux peuvent construire un cadre plus résilient, plus inclusif et plus durable pour le financement du développement.

PAR JUSTIN YIFU LIN<sup>(1)</sup>  
ET YAN WANG<sup>(2)</sup>

**1- Ancien économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale, est doyen honoraire de l'École nationale du développement et directeur de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'Université de Pékin.**

**2- chercheur universitaire principal au Global Development Policy Center de l'Université de Boston.**

Cette tendance ne se limite pas à quelques grands donateurs. Sur les 33 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, 22 ont réduit leur budget d'aide, et seuls quatre pays ont atteint l'objectif des Nations unies de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD.

Les perspectives pour l'année à venir offrent peu d'espoir d'amélioration, car les principaux donateurs du CAD ont annoncé de nouvelles réductions. Plus particulièrement, l'administration du président américain Donald Trump a suspendu la plupart des aides étrangères et démantelé l'Agence pour le développement international (USAID), qui dispersait la plupart des dollars d'aide du gouvernement américain.

Pendant ce temps, le Royaume-Uni prévoit de réduire les dépenses d'aide de 0,5 % du RNB à 0,3 % d'ici 2027. Un repli similaire à travers l'Europe et l'Amérique du Nord remodèle l'aide internationale, perturbe les programmes humanitaires et liés au climat, et crée des lacunes de financement dans des secteurs critiques tels que la santé, l'éducation et l'énergie propre.

Dans notre ouvrage de 2017 intitulé *Going Beyond Aid*, nous avons exhorté les gouvernements des pays en développement à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide étran-

## De combien d'alertes à l'informatique dématérialisée l'Europe a-t-elle encore besoin ?

PAR ROBIN BERJON

**Ancien vice-président de la gouvernance des données au New York Times et ancien vice-président du conseil d'administration du W3C, est technologue et expert en gouvernance à Supramundane Agency.**

L'Espagne et le Portugal réalisent actuellement des investissements massifs pour renforcer la résilience de leurs réseaux. Les citoyens ne devraient toutefois pas avoir à attendre qu'une catastrophe se produise pour que leurs dirigeants s'engagent à investir dans les infrastructures critiques, qui comprennent aujourd'hui les services en nuage.

Qu'il s'agisse de stocker et de sauvegarder des données ou d'alimenter et de déployer des systèmes d'intelligence artificielle, le « cloud » est à la base de l'économie numérique. Le contrôle de cette infrastructure est cependant très concentré, avec seulement trois entreprises américaines - Amazon, Google et Microsoft - qui contrôlent plus de 60 % du marché mondial. Par conséquent, la défaillance d'un seul de ces services peut coûter des milliards de dollars à l'économie mondiale. Ce n'est pas un scénario farfelu. En fait, de telles défaillances se produisent régulièrement. Le mois dernier, une panne d'Amazon Web Services (AWS) a perturbé le fonctionnement de milliers de services dans le monde entier, notamment des applications de messagerie, des plateformes bancaires et des caméras de sécurité domestique. Quelques jours plus tard, Microsoft Azure a connu une panne mondiale similaire.

Jusqu'à présent, ces événements ont été accidentels. L'infrastructure cloud pourrait tou-

**BRUXELLES -** Nous avons tendance à tenir pour acquise l'infrastructure sur laquelle reposent nos économies et nos sociétés – jusqu'à ce que quelque chose ne tourne pas rond. Il suffit de demander aux habitants de l'Espagne et du Portugal, qui ont été soudainement confrontés à une panne totale d'électricité en avril dernier, lorsqu'une série de surtensions en cascade a interrompu leurs réseaux électriques.

tefois être utilisée comme une arme géopolitique. Étant donné que les trois principaux fournisseurs opèrent sous la juridiction des États-Unis, ils sont soumis aux caprices des autorités américaines, qui pourraient bien les obliger à suspendre leurs services à titre de sanction ou de coercition.

Cette éventualité n'est pas non plus irréaliste. Après que la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de son ancien ministre de la défense, Yoav Gallant, à la fin de l'année dernière, le président américain Donald Trump a imposé des sanctions au procureur général de la CPI, Karim Khan - et Microsoft a supprimé son compte de messagerie électronique. La réalité dérangeante est qu'il existe un interrupteur d'arrêt sur une grande partie de l'économie numérique mondiale, et que Trump peut l'actionner quand bon lui semble.

Si les services de cloud fournis par ces mastodontes américains étaient si avancés sur le plan technologique - exigeant une expertise si rare et un équipement si complexe et si coûteux - que les autres ne pouvaient pas facilement les égaler, alors le risque pourrait valoir la peine d'être pris. Ce n'est cependant pas le cas : les entreprises européennes ont déjà la capacité d'exploiter des services cloud de haute qualité. La seule raison pour laquelle ces trois entreprises américaines - deux monopolistes avérés et une présumée - sont parvenues à dominer le marché est qu'elles ont capturé suffisamment de

valeur ailleurs dans la pile numérique pour subventionner leur prise de contrôle du marché des services en nuage.

Les risques de ce quasi-monopole devenant de plus en plus évidents, un nombre croissant d'entreprises et d'acheteurs publics envisagent d'autres solutions. Cela correspond à l'objectif de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, formulé pour la première fois en 2019, de parvenir à une « souveraineté technologique » européenne - un effort qui engloberait non seulement les services d'informatique dématérialisée, mais l'ensemble de la pile numérique.

Alors que l'Europe n'a guère progressé sur ce front, les géants américains du cloud s'efforcent d'écarter la menace qui pèse sur leurs parts de marché : ils ont commencé à proposer des options de « cloud souverain », censées répondre aux « besoins uniques de l'Europe en matière de souveraineté numérique ». Cette affirmation est risible. La souveraineté implique la capacité de fixer ses propres règles dans sa propre juridiction, et ce n'est pas quelque chose que les fournisseurs de cloud américains peuvent offrir à l'Europe.

Pour progresser réellement vers la souveraineté numérique, l'Europe doit adopter une stratégie de « rupture et construction ». La partie « rupture » se concentre sur le démantèlement des monopoles bien établis. À cette fin, l'Europe peut s'appuyer sur les instruments existants pour faire respecter la concurrence, tels que la loi sur les marchés numériques (DMA), qui est

actuellement largement inutilisée. Elle doit toutefois également renforcer ces instruments, en augmentant le personnel chargé de l'application de la législation. De même, les négociations bilatérales entre la Commission européenne et les entreprises technologiques, qui n'ont pas de comptes à rendre, doivent céder la place à des processus ouverts d'établissement de normes, ce qui permettrait d'élargir l'éventail d'experts contribuant aux mesures correctives prévues par la loi sur les marchés numériques.

Le volet « construction » de cette stratégie consiste à identifier les lacunes de l'Europe en matière d'infrastructure numérique souveraine et à y remédier secteur par secteur. En ce qui concerne l'informatique dématérialisée, la première étape pourrait consister à veiller à ce que les marchés publics des services concernés soient conformes aux objectifs de souveraineté de l'Europe.

Plus généralement, l'Union européenne devrait concevoir une politique industrielle qui favorise le développement de capacités technologiques essentielles, éventuellement guidée par l'initiative Eurostack ou le tout nouveau Consortium européen pour l'infrastructure numérique Digital Commons.

Des projets émergents comme Eurosky et Staan, s'ils sont suffisamment financés, pourraient soutenir cet effort. La proposition « Airbus pour l'IA », selon laquelle les puissances moyennes collaboreraient à la création d'une entreprise publique d'IA, sur le modèle de la création d'Airbus en 1970, mérite également d'être prise en considération.

Les pannes d'AWS et d'Azure survenues le mois dernier ont mis en évidence, une fois de plus, les risques posés par la mainmise des entreprises technologiques américaines sur l'infrastructure numérique de l'Europe. Les dirigeants européens doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour les atténuer, avant qu'il ne soit trop tard.



Oum El Bouaghi

Le renforcement de la RN 10  
achevé début 2026

Les travaux de renforcement d'une section de 27 km de la route nationale (RN) n 10, sur le territoire de la wilaya d'Oum est El Bouaghi, seront achevés début 2026, selon la direction des travaux publics. Le chef du bureau des infrastructures de base à cette direction, Cherif Alliki, a fait savoir qu'un linéaire de 6,5 km entre Sidi R'ghis (commune d'Oum El Boua-

ghi), est entièrement achevé, rappelant que les travaux de renforcement de la chaussée avaient été lancés en juillet. Il a ajouté que ce projet, inscrit dans le cadre du programme de maintenance des routes nationales pour l'exercice 2025 pour un budget de 650 millions de dinars, s'étend de la commune d'Aïn Fakroun jusqu'au carrefour desservant la base aérienne. Les

travaux incluent, selon le même responsable, la remise en état des segments de route endommagés, la mise en œuvre de la couche de base et la réalisation d'ouvrage de drainage. M. Alliki a appelé les usagers de la route à faire preuve de prudence sur ce tronçon, et à respecter les panneaux signalant le chantier, afin d'éviter tout risque d'accident.

Jijel

Opérations chirurgicales  
en collaboration  
avec une Association suisse

Des interventions chirurgicales spécialisées en ophtalmologie ont été réalisées vendredi à l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia de Jijel, en collaboration avec l'association suisse "Avenir", a indiqué Mohamed Arafat Ben Medani, directeur de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) Boussif-Ouled Askar. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que, dans le cadre de la prise en charge des patients examinés lors des caravanes médicales récemment organisées par cet établissement, et dont certains cas nécessitaient une

intervention, des opérations chirurgicales spécialisées ont été effectuées en coordination avec l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia, l'association nationale "Imal" de médecine et de chirurgie ophtalmologique, et en coopération avec l'association suisse "Avenir". Il a ajouté que ces interventions, au profit des patients de l'EPSP Boussif-Ouled Askar, provenant des communes d'El Kennar Nouchfi, Chekfa, Sidi Abdelaziz, Chahna, Djemâa Beni H'bib et Bordj Thar, ainsi que des patients de la commune de Sidi Marouf, portent principalement sur l'ex-

traction de la cataracte et le traitement du « ptérygion », au bénéfice de la tranche d'âge de plus de 45 ans. M. Arafat Ben Medani a souligné qu'environ 200 opérations devraient être réalisées du 7 au 14 novembre, précisant que plusieurs médecins bénéficieraient d'une formation spécialisée dans ce type d'interventions. Il a été également signalé que 14 médecins spécialistes et 10 infirmiers (suisse et algériens) ont été mobilisés pour assurer la réalisation des différentes opérations, selon les informations fournies.

Constantine

Convention entre l'École  
des beaux-arts et la Formation  
professionnelle

Une convention de partenariat vient d'être signée entre l'école régionale des beaux-arts (ERBA) de Constantine et la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels visant des coopérations à plusieurs niveaux, a-t-on appris samedi auprès du directeur de cette école, Fateh Merad. Cet accord a pour objectif le renforcement de la coopération et les échanges entre les deux parties, notamment l'hébergement, dans des internats relevant

du secteur de la formation professionnelle, des étudiants de cette école, a déclaré à l'APS le même responsable. La convention, a-t-il ajouté, porte également sur l'organisation des expositions et des sessions de formation sur divers thèmes relevant des spécialités de l'ERBA, au profit des stagiaires du secteur de la formation professionnelle. Par ailleurs et selon le même responsable, 53 étudiants dont 22 issus des wilayas de Jijel, de Mila, de

Skikda et d'Oum El Bouaghi, ont rejoint l'école, au titre de la nouvelle rentrée 2025-2026. Dix-huit ateliers de formation dotés de matériels pédagogiques et une salle raccordée au réseau Internet sont disponibles à l'ERBA, qui dispense des spécialités artistiques telles que le design graphique, techniques de couleurs, sérigraphie, céramique, sculpture, miniature, modelage, en plus des modules de l'histoire de l'art et l'infographie et communication, a indiqué, M. Merad.

Illizi

Des équipements pour l'hôpital

Le service de réanimation de l'établissement public hospitalier (EPH) d'Illizi a été renforcé de deux nouveaux respirateurs artificiels modernes, indique samedi un communiqué de l'EPH. Le renforcement de l'hôpital avec ces équipe-

ments dotés de technologies de pointe utilisés dans le cadre de la réanimation médicale, vise à améliorer la qualité des soins et de la prise en charge des malades, est-il souligné en précisant que les nouveaux équipements ont été réceptionnés et aussitôt mis en service. L'opération entre dans le cadre de la stratégie de l'EPH d'Illizi de moderniser ses équipements médicaux et de renouveler son plateau technique, en vue de garantir des prestations médicales de qualité au citoyen et de se mettre au diapason des avancées technologiques dans le domaine médical, selon la même source.

Alger

Les nouveaux walis délégués  
installés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, samedi à Alger, la cérémonie d'installation des nouveaux walis délégués des circonscriptions administratives de Chéraga, Sidi M'Hamed et Dar El Beïda, dans le cadre du mouvement partiel opéré récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des walis et walis délégués.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, des walis de Tipasa et d'In Guezam, des autorités civiles et militaires, des élus, ainsi que des représentants de la famille révolutionnaire et de la société civile de la wilaya d'Alger.

Dans son allocution à cette occasion, M. Sayoud a exhorté les nouveaux walis délégués à "accomplir leurs missions avec dévouement, loyauté et sens des responsabilités pour être à la hauteur de la confiance placée en eux par le président de la République, en vue de promouvoir le développement local et d'améliorer le cadre de vie des citoyens".

Le ministre a souligné que la capitale "connaît une dynamique de développement remarquable, traduite par des projets structurants touchant plusieurs secteurs vitaux", grâce au "projet ambitieux de modernisation et de développement

d'Alger, "approuvé par le président de la République en décembre 2024", rappelant que ce projet constitue "une étape stratégique inscrite dans une vision nationale globale à l'horizon 2040, visant à faire de la capitale un pôle civilisationnel et économique renouvelé, reflétant l'image d'une Algérie moderne, ouverte sur le développement durable et fidèle à son authenticité et à son histoire millénaire".

Ce projet, ajoute M. Sayoud, "permettra à la capitale du pays de se hisser au rang des grandes métropoles mondiales", à travers "la valorisation de son patrimoine culturel et historique, l'adoption d'approches innovantes et de solutions durables pour son développement urbain et socioéconomique", relevant, à ce propos, "la nécessité d'assurer la mise en œuvre rigoureuse des mesures arrêtées, dans le respect des délais et des normes de qualité en vigueur".

Le ministre a, par ailleurs, salué la campagne de nettoyage qu'a connue récemment la wilaya d'Alger, la qualifiant de "modèle réussi de mobilisation des efforts collectifs et d'incarnation de la conscience écologique chez les citoyens, conformément aux orientations du président de la République visant à ancrer la culture de la citoyenneté écologique et

à faire de la propreté une pratique quotidienne reflétant l'image d'une capitale moderne et civilisée".

M. Sayoud a également affirmé, dans son allocution, qu'Alger demeure "une wilaya d'une importance stratégique", ce qui fait, a-t-il dit, du maintien de sa sécurité et de sa stabilité "une priorité nationale", saluant, dans ce cadre, "les efforts majeurs consentis par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) et les différents corps de sécurité dans la protection des biens et des installations".

Il a aussi salué "la prise de conscience des citoyens, qui prouvent au quotidien leur attachement aux principes de paix et de stabilité".

Après avoir félicité la wilaya d'Alger d'avoir remporté le Prix 2025 des Nations Unies pour le développement durable (Shanghai Award), parmi les cinq villes les plus engagées au monde en faveur du développement durable, le ministre a indiqué que l'Etat "compte poursuivre la dynamique de développement que connaissent les circonscriptions de Sidi M'Hamed, Dar El Beïda et Chéraga, à travers l'adoption d'une approche de gestion efficace, reposant sur le suivi minutieux des projets sur le terrain, la lutte contre la bureaucratie, la simplification des procédures administratives et le contact permanent avec les citoyens".

Plus de 17.500 comprimés  
psychotropes saisis

Les services de la quatrième division de la Police judiciaire de Bouchaoui ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel organisé composé de trois individus, spécialisé dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, avec la saisie de plus de 17.500 comprimés psychotropes, indique, vendredi, un communiqué des services de Sûreté. L'opération, menée sous la supervision du procureur de

la République territorialement compétent, est intervenue suite à "l'exploitation d'informations faisant état d'une activité suspecte d'un individu connu pour ses antécédents criminels dans le secteur de compétence", précise-t-on de même source. Ainsi, "les investigations ont permis l'arrestation de l'individu en question et de ses deux complices, et la saisie de 17.806 comprimés psychotropes, 26 g de cocaïne et 90 g de kif traité".

Bouira

Session criminelle : 64 affaires  
à la barre

Farid Haddouche

La troisième session criminelle sera ouverte ce dimanche au niveau de la cour de Bouira.

Elle se déroulera jusqu'au 30 novembre. 64 affaires sont programmées et concernent 54 accusés, dont 41 sont en détention. Parmi les affaires au menu de cette

session, on cite celles liées au terrorisme et au vol à main armée. Il est également question d'homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire et coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort. La

session criminelle traitera, par ailleurs, des affaires liées à l'atteinte à la pudeur, association de malfaiteurs et vol, émission et falsification de billets de banque, faux en écriture sur des documents officiels.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h52	Dohr 12h32	Assar 15h22	Maghreb 17h47	Icha 19h07



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

18 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h38	Dohr 12h18	Assar 15h09	Maghreb 17h34	Icha 18h54





Equipe Nationale  
**Une pointure italienne  
recrutée comme entraîneur  
des gardiens ?**

**A l'approche de la CAN 2025 et de la Coupe du monde 2026, la Fédération algérienne de football s'apprête à frapper un joli coup pour renforcer le staff du sélectionneur Vladimir Petkovic.**

Certains sources ont révélé que l'Italien Guido Nanni, ancien entraîneur des gardiens de l'AS Roma, est en passe de rejoindre le staff de la sélection algérienne. Une recrue d'expérience censée stabiliser un poste devenu un véritable casse-tête ces dernières années. Un CV impressionnant au service des Fennecs. Guido Nanni possède une solide réputation dans le milieu du football européen. Formé à la Lazio Rome, il a ensuite passé près de six saisons à l'AS Roma, où il a travaillé sous les ordres de

Luis Enrique, Rudi Garcia, Luciano Spalletti ou encore Claudio Ranieri. Des références de haut niveau qui témoignent de la confiance que les plus grands techniciens lui ont accordée. Après son passage à Rome, il a poursuivi sa carrière en Italie, notamment à Pescara, avant de s'envoler pour l'Arabie saoudite en 2022, où il a exercé à Al-Nassr auprès de Rudi Garcia. Cette expérience internationale, alliant rigueur italienne et adaptation à des contextes footballistiques variés, pourrait être précieuse pour une

sélection algérienne en quête de stabilité dans les cages. Un poste instable depuis plusieurs années. L'arrivée d'un profil comme Guido Nanni répond à une volonté claire de professionnaliser la préparation des gardiens et d'instaurer une hiérarchie plus lisible à un gros mois de la CAN 2025. Ce recrutement, s'il se confirme officiellement dans les prochains jours, marquerait une première collaboration entre la FAF et un entraîneur des gardiens Italien pour sécuriser un secteur clé avant la prochaine échéance continentale.

**Ligue des champions d'Europe  
Maza (Bayer Leverkusen) dans l'équipe  
type de la 4e journée**



Le milieu international algérien Maza, a été retenu dans l'équipe type de la 4e journée de la Ligue des champions d'Europe, selon l'Union européenne de football (UEFA). Le

jeune joueur algérien de 19 ans s'est distingué lors de la victoire décrochée par son équipe, sur le terrain des Portugais du Benfica Lisbonne (1-0), prenant part à l'intégralité de la rencontre. Il a signé sa première titularisation

en Ligue des champions. Un succès qui permet au club allemand d'atteindre la barre de 5 points et de relancer ses chances de qualification pour les 1/8 de finale, à quatre longueurs du Top 8, qui donne accès directement au prochain tour. Maza avait rejoint le Bayern Leverkusen en mai dernier, pour un contrat de cinq saisons, en provenance du Hertha Berlin (Div.2 allemande). Le Bayer a bouclé ce transfert contre un chèque de 12 millions d'euros. Avec l'équipe nationale, Maza avait signé ses grands débuts le 26 mars 2024, lors de la victoire décrochée à Annaba face au Togo (5-1), pour le compte des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025. Il avait pris part en octobre au dernier match des «Verts» contre l'Ouganda (2-1) pour le compte de l'ultime journée des qualifications du Mondial-2026.

**CAN-2025 (préparation)  
Zimbabwe: les 24 joueurs convoqués  
pour l'Algérie**

Le nouveau sélectionneur de l'équipe zimbabwéenne, le Roumain Marian Mario Marinica, a dévoilé une liste de 24 joueurs, en vue des deux matchs amicaux face à l'Algérie et le Qatar, prévus en novembre, dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 (21 décembre - 18 janvier 2026), a annoncé la Fédération zimbabwéenne (ZIFA) sur son site officiel. Cette liste est composée de joueurs évoluant en championnat local et ceux à l'étranger. Les «Warriors» affronteront d'abord les «Verts», le jeudi 13 novembre au stade Roi Abdallah à Djeddah (17h 30), avant de se rendre à Doha pour dé-

fier le Qatar, le lundi 17 novembre. Pour son retour à la CAN, après une absence lors de la dernière édition 2024 en Côte

d'Ivoire, le Zimbabwe évoluera dans le groupe B, avec l'Egypte, l'Afrique du Sud et l'Angola.

**Voici par ailleurs la liste des 24 joueurs**

- Gardiens:** Washington Arubi (Marumo Gallants FC/ Afrique du Sud), Elvis Chipezeze (Magesi FC/ Afrique du Sud), Martin Mapisa (MWOS FC).
- Défenseurs:** Gerald Takwara (Al Ittihad Misurata/ Libye), Munashe Garananga (FC Copenhagen/ Danemark), Godknows Murwira (Scotland FC/ Ecosse), Emmanuel Jalai (Dynamos FC), Teenage Hadebe (FC Cincinnati/ Etats-Unis), Divine Lunga (Mamelodi Sundowns FC/ Afrique du Sud), Brandon Galloway (Plymouth Argyle FC/ Angleterre).
- Milieux:** Jonah Fabisch (FC Erzgebirg Aue FC/ Allemagne), Tawanda Chirewa (Wolverhampton/ Angleterre), Marvelous Nakamba (Luton Town FC/ Angleterre), Sean Fusire (Sheffield Wednesday FC/ Angleterre), Prosper Padera (SJK Seinä Joki/ Finlande), Jordan Zemura (Udinese/ Italie), Daniel Msendami (Marumo Gallants FC/ Afrique du Sud).
- Attaquants:** Knowledge Musona (Scotland FC/ Ecosse), Tymon Machope (Scotland FC/ Ecosse), Prince Dube (Young Africans/ Tanzanie), Washington Navaya (TelOne FC), Tawanda Maswanhise (Motherwell FC/ Ecosse), Bill Antonio (KV Mechelen/ Belgique), Walter Musona (Scotland FC/ Ecosse).

**Arabie saoudite (Amical)  
Renard dévoile une liste  
de 27 joueurs pour l'EN**

Le sélectionneur de l'équipe saoudienne, Hervé Renard, a dévoilé une liste de 27 joueurs convoqués pour le stage de préparation prévu à Djeddah du 9 au 18 novembre, ponctué par deux matchs amicaux face à l'Algérie et la Côte d'Ivoire, dans le cadre des préparatifs à la Coupe arabe de la FIFA, prévue au Qatar (1-18 décembre 2025). Durant ce rassemblement, la Saoudiens affronteront d'abord leurs homologues ivoiriens, le vendredi 14 novembre au stade Al-Inma à Djeddah, avant de défier la sélection algérienne, le mardi 18 novembre, au stade Prince Abdallah Al-Fayçal, également à Djeddah. Selon le site de la Fédéra-

tion saoudienne, Renard a convoqué un groupe mêlant expérience et jeunesse, avec plusieurs cadres de l'équipe déjà présente lors des qualifications pour la Coupe du monde 2026, à laquelle l'Arabie saoudite s'est officiellement qualifiée. Parmi les joueurs retenus figurent Sami Al-Dawsari, Hassan Al-Tambakti, Abdullah Al-Khaibari, et Firas Al-Buraikan, aux côtés de jeunes éléments prometteurs tels que Musaab Al-Juwair et Nasser Al-Dawsari. Pour rappel, l'Arabie saoudite évoluera dans le groupe B de la Coupe arabe FIFA 2025, aux côtés du Maroc, ainsi que des vainqueurs des barrages opposant Oman à la Somalie et les Comores au Yémen.

**Ligue 1 (11<sup>e</sup> journée)  
Des duels à ne pas manquer**

M. Zeggai

La 11<sup>e</sup> journée du championnat de cette division s'achèvera aujourd'hui avec la tenue de la seconde partie du programme, marquée par quatre matches au parfum de suspense et d'enjeux. Le principal attrait de ce round demeure le choc CSC-JSK. Les Sanafirs, secoués par une crise interne qui a sérieusement perturbé la sérénité du groupe, aborderont cette empoignade avec la ferme intention de renouer avec la victoire pour dissiper le climat de doute. En face, la JS Kabylie, portée par une belle dynamique, cherchera à confirmer son regain de forme et à poursuivre sa série positive. Tout porte à croire que ce duel donnera lieu à un match indécis et engagé où chaque détail pourrait faire la différence. Le stade Chahid Hamlaoui connaîtra sans nul doute une ambiance des grands jours avec la présence massive des fans du CSC. A El Bayadh, le public aura droit à un véritable duel des extrêmes entre le MCA, leader du groupe, invaincu depuis l'entame du championnat, et la lanterne rouge, le MCEB, en quête de points pour espérer relancer sa saison. Sur le papier, les Algérois du Mouloudia partent favoris compte tenu de leur

solidité, de leur régularité et surtout de la différence des forces en présence. Mais, rien n'est jamais acquis d'avance surtout face à une équipe qui n'a plus rien à perdre. Pour sa part, la JS Saoura accueillera le Paradou AC. Les Sudistes de Bechar, en perte de vitesse ces derniers et sans le moindre succès depuis plus d'un mois, devront impérativement réagir pour rester dans le sillage du peloton de tête. Les jeunes Académiciens, en pleine confiance après leurs deux victoires consécutives, entameront ces débats avec un esprit conquérant pour espérer quitter la zone rouge. Enfin à Sétif, l'ESS, qui aspire à améliorer sa position au classement, donnera la réplique à l'Olympique Akbou, la révélation de ce début de saison. Les «Noir et Blanc», revigorés par leur dernier succès acquis à Alger devant l'ESBA, sont condamnés à s'imposer sous peine de voir leurs espoirs de maintien sérieusement compromis. Ce ne sera pas tâche aisée devant une formation d'Akbou qui a le vent en poupe ces derniers temps.

Aujourd'hui à 14h30	
El Bayadh:	..... MCEB-MCA
Bechar (18h00):	..... JSS-PAC
Chlef (17h45):	..... ASO-ESBA
Constantine (17h45):	.. CSC-JSK

**Ligue 2: Centre-Ouest  
Le CRT confirme, le GCM dans  
le rouge, le MCS dans le doute**

La 9<sup>e</sup> journée de ce championnat a tourné à l'avantage du CR Témouchent qui a réussi à consolider sa place en tête de ce groupe à la faveur de son succès en déplacement face à l'US Béchar Djedid. Une victoire qui confirme ses ambitions et son statut de favori à l'accession. Solides et réalistes, les Témouchentois ont su imposer leur rythme et démontrer qu'ils disposent de sérieux arguments pour aller au bout. En, revanche, les Sudistes de Bechar Djedid continuent de s'enliser dans le doute et restent scotchés à la 14<sup>e</sup> place, synonyme de troisième potentiel relégable. Parmi les faits marquants, on notera également la belle performance de l'USM Harrach, victorieuse à Tiaret face à un team de la JSMT, trop fébrile ces derniers temps. Si les Harrachis se rapprochent doucement et sûrement du groupe de tête, les gars de Tiaret persistent à perdre des points, ce qui a suscité une vive réaction de leur merveilleux public qui réclame déjà des changements avant qu'il ne soit trop tard. A souligner également la bonne affaire réalisée à l'ex-

térieur par l'ASMO qui a pleinement profité du relâchement inexplicable pour revenir avec les trois points de Tlemcen où le WAT commence à donner des appréhensions à ses fans. Pour sa part, la JS El Biar reste aux trousseurs du leader, le CRT, avec une longueur de retard seulement après avoir disposé de son hôte du jour, le CRB Adrar. Le RC Kouba, lui, s'est contenté du point du nul lors de son déplacement chez l'ESM Koléa. Par ce score de parité, les Koubéens du Raed glissent à trois points du premier. Côté déception, le NA Hussein Dey que l'on croyait capable de sauter l'obstacle du Wided Mostaganem a été tenu en échec dans un match disputé à huis clos. Le nouveau promu, la JS Texraïne, de son côté, a enfoncé le GC Mascara en décrochant un succès précieux dans la lutte pour le maintien au moment où l'autre mal-classé, le RC Arbaâ, a enregistré sa deuxième victoire de la saison après avoir pris le meilleur sur le MC Saïda, la grande déception de ce début de championnat.

M. Zeggai



**Allemagne****Le débat sur le rapatriement des Syriens s'embrase**

« Pourquoi devraient-ils partir ? » : Quand le chancelier Friedrich Merz a appelé lundi à rapatrier, voire expulser les Syriens réfugiés en Allemagne, Mohammed Hajjar hausse les épaules avec un air de défi.

« La plupart des personnes que je connais ici sont intégrées et travaillent », dit à l'AFP ce responsable d'un restaurant dans la capitale, arrivé il y a près de dix ans alors que la guerre civile en Syrie jetait des millions de personnes sur les routes. « Certains sont ingénieurs, ou ont lancé leur propre activité », ajoute l'homme de 44 ans, devant une boutique syrienne de Berlin. « Pourquoi devraient-ils partir ? »

Des centaines de milliers de Syriens ont trouvé refuge en Allemagne, la plupart durant la crise migratoire de 2015, lorsque la chancelière d'alors, Angela Merkel, ouvrit les portes du pays. Depuis, les choses ont changé : le régime de Bachar al-Assad est tombé, l'Allemagne est en crise économique, des attentats islamistes ont été commis et le parti d'extrême droite AfD, arrivé 2e aux législatives de février, enflamme le débat, appelant à la « remigration » des étrangers. Le nouveau chancelier conservateur, Friedrich Merz n'a cessé de durcir son discours, et lundi, interrogé sur les Syriens, il a lâché que « ceux qui refusent de rentrer dans leur pays, nous pouvons bien sûr les expulser ». S'il s'est exprimé ainsi, c'est que son chef de la diplomatie allemande, Johann Wadephul, a suscité un tollé au sein de son camp chrétien-démocrate (CDU), en

constatant, lors d'une visite sur place la semaine passée, que la Syrie ne pouvait accueillir en masse ses ressortissants. Après avoir visité des quartiers de Damas ravagés, le ministre déclarait que le retour des Syriens ne pourrait se faire « que de manière très limitée, car une grande partie des infrastructures du pays a été détruite ».

**PEUR**

De quoi crisper l'aile droite de la CDU, qui veut reprendre les expulsions et encourager les départs volontaires de Syriens. Et le gouvernement a engagé des pourparlers avec les nouveaux dirigeants islamistes de la Syrie, sur le sujet. Pour Tareq Alaows, porte-parole du groupe de défense des réfugiés Pro Asyl, M. Merz cherche à « faire peur » aux Syriens, en ne disant pas « clairement qui serait concerné » par des expulsions.

**«DEPUIS HIER**

Les gens m'appellent sans arrêt pour me dire je ne veux pas être déporté », raconte ce Syrien, arrivé en Allemagne en 2015. Pour autant, un départ massif des Syriens du pays semble à court terme très improbable.

En juillet, l'Autriche est devenue le premier pays de l'UE à renvoyer un Syrien condamné par la justice depuis le changement de pouvoir à Damas, mais aucune expulsion n'a eu lieu. La grande majorité des Syriens d'Allemagne résident légalement, sur la base d'un statut de réfugié qui ne peut être révoqué qu'après évaluation juridique indi-



viduelle. D'autres demandent ou ont obtenu la nationalité allemande, et nombre d'enfants des réfugiés de 2015 n'ont d'autre pays que l'Allemagne. Selon l'Agence fédérale pour l'emploi, environ 42% des Syriens vivant en Allemagne ont un emploi, mais 46% bénéficient d'aides sociales, une statistique que l'extrême droite met en exergue, non sans succès.

**VIE ALLEMANDE**

Cette nationalité est également surreprésentée dans les statistiques criminelles, avec 114.889 suspects ayant fait l'objet d'une enquête policière en 2024,

soit plus que tout autre pays étranger. Et, dimanche, les autorités allemandes ont arrêté à Berlin un Syrien de 22 ans soupçonné de préparer un attentat islamiste. « Tous les réfugiés syriens doivent voir leur statut de protection révoqué, car la raison de leur fuite n'est plus valable », a martelé mardi la co-présidente de l'AFD Alice Weidel, si ces personnes « ne partent pas volontairement, elles devront être expulsées de force ». Dans un sondage réalisé auprès de Syriens peu après la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, 66% disaient avoir l'intention de rester en Allemagne. Seuls 4.000 personnes étaient retournées en

Syrie, selon une étude en août de la chaîne publique ARD.

A Berlin, Abir Zeid, mère de trois enfants et cuisinière installée en Allemagne depuis 2004, remplit un caddie avec des fruits devant une épicerie syrienne. « Je n'ai pas de maison en Syrie, mes enfants sont nés ici », explique cette femme de 43 ans. « De nombreuses maisons ont été détruites en Syrie, il n'y a pas de travail, pas d'eau, pas d'électricité ». Mohammed Hajjar évoque lui ses quatre enfants - sa plus jeune, âgée de 18 mois, est perchée sur son bras. « Deux d'entre eux sont scolarisés... Ils ne parlent pas arabe ». « Notre vie est ici, en Allemagne »

**COP30****L'humanité désormais face au dépassement du réchauffement acceptable**

Le spectre d'un échec collectif dans l'effort pour réduire les émissions de gaz à effet de serre plane sur les négociations climatiques au Brésil, l'ONU ayant déclaré certain que le réchauffement irait au-delà de la limite acceptable de +1,5°C. Entre tensions géopolitiques, incertitudes sur la croissance et politique anti-environnement du président américain Donald Trump, le contexte n'est plus favorable aux impératifs de réduire la consommation d'énergies fossiles qui déstabilise le climat sur Terre.

Dès avant l'ouverture de la conférence sur le climat (COP) à Belém, le secrétaire général de l'ONU expliquait que ce seuil de +1,5° par rapport à l'ère pré-industrielle serait inévitablement franchi lors du siècle. « Le che-

min vers un avenir vivable est de plus en plus ardu chaque jour. Mais il n'y a pas de raison d'abandonner », disait-il mardi dans un message vidéo. Les scientifiques insistent sur le danger de chaque dixième de degré de réchauffement au-delà de +1,5°C, avec des effets imprévisibles pour les écosystèmes et la vie humaine, entre canicules, sécheresses, incendies, inondations, tempêtes, montée du niveau des mers, atteintes à la biodiversité, etc. Le directeur de l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam (PIK), Johan Rockström, estime que nous avons peut-être 50 à 70 ans d'efforts drastiques devant nous avant de pouvoir repasser sous ce seuil de +1,5°. « Cela signifie qu'avec 100% de probabilité nous allons affronter une époque très rude

avant que potentiellement les choses ne s'améliorent », a-t-il expliqué à l'AFP. L'Accord de Paris avait été signé en 2015 avec pour objectif de limiter le réchauffement « bien en dessous » de 2°C, voire de 1,5° si possible. Même si le dépassement temporaire de ce plafond, avant de revenir en dessous, n'est pas un concept étranger à la science, il laisse beaucoup de militants du climat mal à l'aise.

**«NOTRE ÉCHEC»**

« Je n'ai jamais voulu dire que ça allait si on dépassait temporairement », disait cette année à l'AFP l'ancienne responsable de l'ONU pour le climat, Patricia Espinosa. « J'ai voulu rester très, très ferme ».

Pour que cette phase soit la plus courte

possible, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique qu'idéalement les émissions de gaz à effet de serre auraient dû atteindre leur pic en 2020, puis ensuite avoir baissé de moitié environ en 2030. Nous sommes au milieu de la décennie, et elles n'ont pas amorcé de baisse. Le message évolue donc. « La première chose que nous devons énoncer sincèrement à l'humanité, mais aussi à tous les dirigeants politiques qui se rassemblent à Belém, est que nous devons prendre acte de notre échec », selon M. Rockström, qui fait partie des conseillers du secrétaire général de l'ONU. Et d'ajouter que cela doit redonner le sens de l'urgence à agir, l'approvisionnement alimentaire, l'eau potable et la sécurité mondiales étant en grave danger. « Il n'y a pas de preuve disant que nous pouvons nous adapter à quoi que ce soit au-delà de +2° », ajoute-t-il. Quant à +3°C, ce serait « le mode désastre » pour des milliards d'habitants de la planète, prévient-il. Le seuil d'1,5°C signifie déjà une fonte généralisée des glaciers et de la banquise, qui pourrait faire monter les mers de plusieurs mètres, ou encore la mort pour des récifs de coraux. Mais en matière climatique, les innombrables variables permettent difficilement d'anticiper toutes les conséquences. Les énergies renouvelables et la protection des forêts et des océans, indispensable pour l'absorption du carbone, sont des priorités. Il faudra aussi penser, après avoir éventuellement atteint l'objectif d'émissions nettes nulles en 2050, aux moyens de prendre du CO2 dans l'atmosphère, encore mal maîtrisés. « Le panorama d'ensemble fait penser à une difficulté croissante si nous comptons sur le système de la Terre pour absorber le carbone », commente Bill Hare, expert chez Climate Analytics. « Nous sommes maintenant dans une zone très dangereuse ».



## -REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE-

WILAYA DE TLEMCEN-  
DAIRA D' OULED- MIMOÛN  
COMMUNE D'OULED-MIMOÛN.

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire D'UN MARCHÉ

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ouled-Mimoun, Daïra d'Ouled-Mimoun, Wilaya de Tlemcen, dont le siège est situé au Boulevard de la république, portant numéro d'identification fiscale : 0 984 1313 91158 18, lance un avis d'attribution provisoire du projet indiqué au tableau ci-dessous et ce conformément à Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 65 du décret Présidentiel Nr 15.247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public, suite à l'avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence Des Capacités Minimales, première Parution le 28/07/2025 en Arabe au journal الموعد ; et suite à l'évaluation des Offres en date du: 17/08/2025 il en résulte ce qui suit :

N°	INTITULE DU PROJET	DESIGNATION DE L'ENTREPRISE	MONTANT En TTC	DELAI D'exécution	OBSERVATIONS
01	<b>Travaux du projet intitulé comme suit:</b>  <b>Étude, suivi et Réalisation D'un Forage Au Coté Ouest D'Ouled Mimoun</b>	<b>SARL B.F.F HYDRO PRO «BOUBTANA BOUALEM » LOCAL N°3 RUE KHEIR NEBIA SIDI BELABES et portant Numéro d'identification fiscale NIF : 002022002458807</b>	<b>22 134 000.00 DA</b>	<b>03 MOIS</b>	<b>OFFRE UNIQUE</b>  - Entreprise qualifié techniquement avec une note de : 57 / 100 - Offre financière acceptable, et avec un dossier complet.

- Et en vertu de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 82 du décret présidentiel susvisé, les soumissionnaires qui sont intéressés, sont invités à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, au plus tard trois (03) jours, à compter du premier jour de la publication du présent avis.

- Tous les soumissionnaires qui contesteraient le choix opéré peuvent introduire leurs recours auprès de la commission communale des marchés dans un délai de Dix « 10 » jours qui suivent la date de la publication du présent avis conformément aux dispositions de l'article cité ci-dessus.

Fait à Ouled-Mimoun, le :

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE  
POPULAIRE COMMUNALE.

ANEP N° 2531014657 Le Quotidien d'Oran 09/11/2025

## APARTEMENTS

■Loue F1 à St-Pierre, 1<sup>er</sup> (2,5U) – F2 meulé centre-ville, 4<sup>e</sup> (5U) – F3 Ain el Turk, 2<sup>e</sup> (3U) – F3 meulé à El-Kerma, (5U) Villa R+1 / à l'extension Canastel (10U) Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

## VILLAS

■Vends maison individuelle 2P, finie à 70%, 250 m<sup>2</sup> bâtis 140 m<sup>2</sup>, garage 2v, jardin, R+1/ F4 habitable, acté – PC – LF- eau – gaz – élect – à Fleurus, 17 km d'Oran - Tél : 0552.39.06.70

■URGENT : A vendre villa, actée, 226 m<sup>2</sup> - 2f : C/V Terga 45 min d'Oran 1,2 Ng + A louer appart Canastel 3<sup>e</sup> étage 4,5U /mois, 10 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

## LOCAUX

■Location parc pour dépôt ou activités ; superficie 3.800 m<sup>2</sup> à la Zone d'activités d'El Kerma – Tél : 0771.67.35.35

## DIVERS

■Vends ou Loue 1 batterie pour poules pondeuses à six étages, marque Techno Italy, avec un hangar, toutes commodités, excellent état. – Tél : 0773.96.54.78

## MÉMOIRE

Mme MOULA

Née

BOUCHAOUR

Baya

Trente et un ans depuis que

tu nous as quittés comme

si c'était hier. Repose en paix

« A Dieu nous appartenons

et à Lui nous retournons »

Pieuse pensée



## PENSÉE

On dit souvent qu'avec le temps les souffrances s'estompent, mais la douleur est toujours aussi vive.

Notre bien-aimée

Hadja Fatima Chérif

BENMOUSSA ép. MASSAÏD

Déjà 11 ans depuis que tu nous as

quittés, chère mère et grand-mère,

pour un monde meilleur, laissant

derrière toi un grand vide. Tu es

toujours présente dans nos pensées.

Nous n'oublierons jamais ta gentillesse

et ta générosité envers tout le monde.

Nous demandons à ceux et celles qui

t'ont connue d'avoir une pieuse

pensée à ta mémoire.

Ta fille Cherifa et ton petit-fils ADDAD

Sidi Mohamed



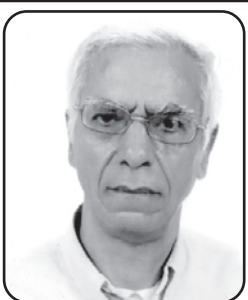
## PENSÉE

LAKEDJA Abdelkader

Papa.. Cinq ans sont passés, mais le temps n'efface rien. Ton sourire, ta voix, ton amour nous accompagnent chaque jour. Tu vis à travers nos souvenirs, nos gestes, nos prières.

Allah Yarahmek

Tes enfants Hizia, Karim, Yacine et leur maman qui ne cessent de penser à toi, en ce 07 novembre, jour où tu es parti, mais jamais oublié



## HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Mascara  
Conservation des Forêts de Mascara

NIF : 099529019060611

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°04/CFM/2025

La conservation des forêts de la Wilaya de Mascara, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux de repeuplement sur un volume de 50 Hectares entrant dans le cadre du programme neuf, au titre de l'année 2019 à travers le massifs forestier de la forêt domaniale d'Ouciles commune de Bouhanifla.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès de la conservation des forêts de Mascara, sise à El Moudjahide El-Motawafi Khathir Ahmed Belmokhtar, Faubourg Sidi Mouafek Mascara

Les soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'ils disposent des capacités et ressources nécessaires pour mener à bien l'exécution du marché.

A cette fin, toutes les offres présentées seront accompagnées obligatoirement par une attestation de bonne exécution ou main levée signée par l'ordonnateur ou un procès verbal de réception définitive pour les travaux de plantation.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière et doivent être déposées en plis porté au secrétariat de la conservation des forêts de Mascara.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans trois enveloppes séparés et cachetée, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas, ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention :

A

Monsieur le Conservateur des Forêts de la Wilaya de Mascara

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »  
Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°04/CFM/2025  
Travaux de repeuplement sur 50 Ha

La durée de préparation des offres est fixée au 15<sup>ème</sup> jour à compter de la première publication du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et la presse électronique, dans les quotidiens nationaux en langue nationale et étrangère ou le portail des marchés publics. Lorsque le dernier jour de la durée de préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, et à la même heure.

La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 14h 00.L'ouverture des plis des offres techniques et financières se fera en séance publique au dernier jour de la durée de préparation des offres à partir de 14h 00 au niveau du siège de la conservation des forêts de Mascara. Les soumissionnaires sont cordialement invitées à la séance d'ouverture des plis. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois à partir de la date du dernier jour de dépôt des offres.

Le Conservateur des Forêts

ANEP N° 2531014638 Le Quotidien d'Oran 09/11/2025



2

## 21.05 Mon crime



Madeleine Verdier, une jeune comédienne ambitieuse mais encore méconnue, arpente les trottoirs de la capitale au petit matin, le visage marqué par une nuit qui a tout changé. Quand elle franchit le seuil de la modeste chambre de bonne qu'elle partage avec Pauline Mauléon, son amie avocate au caractère bien trempé, son désarroi est palpable. Les murs étroits de leur logement, dépourvu du moindre confort moderne, deviennent les témoins silencieux d'un récit qui s'annonce explosif.

22.55 Beau geste

3

## 21.10 Les enquêtes de Dan Sommerdahl



**Saison 5 - Episode 4 : Un gros poisson**  
Elseneur est le théâtre d'un nouveau meurtre, et cette fois, Dan Sommerdahl est choqué de découvrir l'identité de la victime. L'attention qu'il a portée au dossier de Josefina aurait-elle eu des conséquences fatales ? La situation est si grave que les forces de toute la région sont mobilisées. Face au danger qui menace l'un des membres de leur équipe, l'amitié entre Dan et Flemming...

4

## 21.05 Arditi et ceux qu'il aime



Pierre Arditi, acteur incontournable du théâtre et du cinéma, se fait le porte-voix de ses auteurs favoris dans un spectacle intimiste et passionné. Entre hommage vibrant et complicité avec le public, il explore la richesse des mots et la beauté de la langue, offrant une expérience unique, drôle et émouvante.

22.35 Lapin

5

arte

TMC

09.05 Sam le pompier  
09.25 Silence, ça pousse !  
10.20 Echappées belles  
12.00 Les routes de l'impossible  
12.35 C à vous  
14.35 Folle Amanda  
16.50 SOS animaux orphelins  
17.25 Apocalypse : la Première Guerre mondiale  
18.30 En société  
20.00 C politique  
21.00 C'est bon à savoir  
21.05 C dans l'air  
23.20 Congo-Océan : un chemin de fer et de sang

09.30 Umoja, le village sans hommes  
10.15 Cuisines des terroirs  
10.45 Les maîtres des abeilles  
11.10 Au fil des Andes  
13.00 Quand l'histoire fait dates  
16.45 Au fil des Andes  
17.45 Félix Vallotton, les couleurs du désir  
18.40 Les grands moments de la musique  
19.30 Karambolage  
19.45 Arte journal  
20.05 Bruce Springsteen, le chanteur qui murmurerait à l'oreille de l'Amérique

10.10 Un Noël à New York  
11.45 Noël comme chien et chat  
13.30 La surprise de Noël  
15.05 Cinq cartes de vœux pour Noël  
16.40 #JoyeuxNoël  
18.15 L'invité surprise de Noël  
20.00 Les mystères de l'amour  
21.15 Esprits criminels / S 3 - E 17 : Le caméléon



CINE +  
PREMIER 20.50  
INTOUCHABLES

**Acteur: François Cluzet, Omar Sy, Anne Le Ny, Audrey Fleurot, Clotilde Mollet...**  
Driss (Omar Sy), un jeune homme tout juste sorti de prison, fait face aux attentes de sa mère, qui désespère de le voir trouver une direction dans sa vie. Pour montrer qu'il est à la recherche d'un emploi, il se présente par dépit à l'hôtel particulier de Philippe (François Cluzet), un aristocrate devenu tétraplégique suite à un accident de parapente. Malgré leurs différences sociales et leurs expériences de vie opposées, Philippe, désenchanté par son état et par la vie, est immédiatement intrigué par l'audace et le franc-parler de Driss.



CANAL+  
family 20.50  
PADDINGTON 2

**Acteur: Hugh Bonneville, Sally Hawkins, Hugh Grant, Brendan Gleeson...**  
Dans la charmante ville de Londres, Paddington (voix de Ben Whishaw), l'oursin péruvien au cœur tendre, vit des aventures joyeuses aux côtés de la famille Brown. Alors que les enfants, Judy (Madeleine Harris) et Jonathan (Samuel Joslin), grandissent et découvrent leurs propres passions, Mary Brown (Sally Hawkins) aspire à des aventures littéraires après avoir terminé un roman pour la jeunesse. Pendant ce temps, Henry Brown (Hugh Bonneville) traverse une crise de la quarantaine, cherchant un sens à sa vie. Pour l'anniversaire de sa tante Lucy...



CANAL+  
CINEMA 21.00  
ON IRA

Dans un petit appartement parisien où les souvenirs s'accumulent entre les murs usés par le temps, Rudy (Pierre Lottin), auxiliaire de vie au grand cœur mais au parcours chaotique, vient d'essayer un nouveau revers. Licencié sans ménagement par le fils d'un vieil homme dont il s'occupait avec dévouement, il se retrouve une fois de plus confronté à la précarité et au sentiment d'avoir échoué. Pourtant, alors qu'il s'apprête à sombrer dans le découragement, un appel inattendu va tout changer. Au bout du fil, Marie (Hélène Vincent),...

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Beast



Nate Samuels (Idris Elba), un père veuf encore marqué par le poids de ses choix passés, entreprend un voyage en terre inconnue avec ses deux filles adolescentes, Norah et Meredith. Ce safari, censé être une parenthèse réparatrice, se transforme rapidement en une épreuve bien plus profonde. Si Norah, malgré sa réserve, semble ouverte à la réconciliation, Meredith, en proie à une colère tenace, reproche amèrement à son père d'avoir abandonné sa mère au moment où celle-ci luttait contre la maladie qui l'emporterait.

23.00 Expendables 4

6

## 21.10 Zone interdite



Huit Français sur dix en achètent régulièrement : le "Made in France" a le vent en poupe ! Malgré cet engouement, les entreprises qui produisent dans l'Hexagone font face à de nombreuses difficultés : coûts de production élevés qui tirent les prix vers le haut, concurrence étrangère toujours plus féroce, difficultés à recruter. Le magazine suit quatre entreprises qui ont décidé de relever tous les défis afin de maintenir leur production en France, parfois contre vents...

23.10 Enquête exclusive

CANAL+

## 21.09 Thomas Ramos, point par point



À 30 ans, Thomas Ramos a décroché son cinquième titre de champion de France, quelques semaines seulement après être devenu le meilleur marqueur de l'histoire du XV de France. Au-delà du terrain, Canal+ a suivi Thomas Ramos dans son intimité et dans ses nombreux engagements personnels : parrain de l'association EndoFrance, il soutient activement la lutte contre l'endométriose, une maladie qui touche son épouse, Sophie.

22.29 5 septembre

PLANETE +

TFX

W9

09.02 American Pickers,...  
12.53 Guy Martin's Top Gun  
14.03 La vengeance d'un roi  
15.03 Les six femmes d'Henri VIII  
16.05 Secrets de châteaux  
17.44 Conquistadors : de la gloire à la décadence  
19.23 American Pickers,...  
20.55 Secrets de châteaux



10.02 Top Info  
10.05 Cleaners les experts du ménage  
13.35 Friends  
19.55 Star Academy, la quotidienne  
21.10 4 mariages et un enterrement



23.20 Chroniques criminelles

09.10 Génération Hit machine  
10.20 Fréquentstar  
12.20 100% poker  
12.50 Desperate Housewives  
16.30 La petite histoire de France  
21.10 Le prénom



23.20 Un prof pas comme les autres 2



**FOUILLIS N° 9416:**  
**NEANT ( Nez - An**





## Turquie : six morts dans un incendie dans un dépôt de parfumerie



Six personnes ont été tuées et une personne a été blessée dans un incendie survenu samedi matin dans un dépôt de parfumerie à Dilovasi, dans le nord-ouest du pays, ont annoncé les autorités turques. «Six de nos concitoyens ont malheureusement perdu la vie. L'un d'eux est actuellement hospitalisé. Les pompiers, les équipes de secours et de la municipalité sont intervenus. L'incendie est désormais maîtrisé, mais le bâtiment est gravement endommagé. Une enquête est en cours», a affirmé le gouverneur de la province de Kocaeli İlhami Aktaş, dont dépend la ville de Dilovasi, sur la chaîne publique turque TRT Haber.

Deux étages d'un immeuble utilisé comme dépôt et usine de parfumerie ont été carbonisés par les flammes dont l'origine est pour l'instant inconnue, selon les images diffusées par les médias turcs. Ville industrielle située à environ 70 km au sud-est d'Istanbul, Dilovasi accueille de nombreuses usines et dépôts.

## Trump annonce qu'aucun responsable américain n'ira au G20 en Afrique du Sud

Donald Trump a annoncé vendredi sur son réseau Truth Social qu'aucun responsable américain ne participerait au prochain sommet du G20 en Afrique du Sud, où les Etats-Unis devaient être représentés par le vice-président JD Vance. «C'est un scandale que le G20 se tienne en Afrique du Sud», a écrit le président, qui accuse ce pays de persécuter et tuer des fermiers blancs. «Aucun représentant du gouvernement américain ne participera tant que ces violations des droits humains continueront», a-t-il dit.

En mai à la Maison Blanche, Donald Trump avait tendu une véritable embuscade au président sud-africain Cyril Ramaphosa en lui montrant une vidéo truquée d'erreurs censée prouver ses accusations, que l'Afrique du Sud rejette.

Il avait ensuite annoncé qu'il ne se rendrait pas lui-même au premier sommet du G20 organisé sur le continent africain, mais qu'il se ferait représenter par JD Vance.

Le ministère des Affaires étrangères sud-africain a regretté les derniers commentaires de Donald Trump et déclaré qu'il se réjouissait d'accueillir à Johannesburg le sommet prévu les 22 et 23 novembre entre les plus grandes économies de la planète.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## La justice turque émet un mandat d'arrêt pour «génocide» contre Netanyahu



La justice turque a émis vendredi des mandats d'arrêt pour «génocide» contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et plusieurs responsables israéliens parmi lesquels le ministre de la Défense, Israël Katz, et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir.

Un total de 37 suspects sont visés par des mandats d'arrêt, a précisé le parquet général d'Istanbul dans un communiqué.

Parmi eux figurent également le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir, indique le parquet d'Istanbul qui dénonce le «génocide et les cri-

mes contre l'humanité perpétrés de manière systématique par l'Etat israélien à Gaza».

La Turquie s'était déjà jointe l'an passé à la procédure pour génocide contre Israël engagée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ).

## L'Armée sahraouie cible une base des forces d'occupation marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé une base de soutien des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Guelta, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, indique un communiqué militaire du ministère de la Défense sahraouie.

«Des unités avancées de l'Armée sahraouie ont ciblé, jeudi, par d'intenses bombardements, une base de soutien dans la région de Cherg Essedra, dans le secteur de Guelta», précise le communiqué rapporté, vendredi, par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les bases des forces d'occupation marocaines le long du mur de la honte, ajoute la même source.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LA NOUVELLE CULTURE DE «LA DEUXIÈME MAIN»

les offres politiques hypothétiques quand le 16 du mois on n'a plus de quoi se nourrir. On se convainc alors que se soumettre aux nourrisseurs de rêves pourrait être une solution à l'impossibilité d'honorer un lourd crédit bancaire auquel on ne peut faire face.

Il y a une forme de suicide dans l'allant à la rencontre de nuages obscurs qui planent sur les ménages.

On se déresponsabilise quand l'étreinte des difficultés financières pousse jusqu'à se contenter de produits alimentaires périmés ou à se rapprocher tous les jours des cercles de

bienfaisance pour rester en vie.

Lentement les repères sociaux se disloquent pour que l'on se livre à un tutorat des extrêmes avec ses promesses et sa mainmise sur les urnes.

Peu de peuples échappent à une espèce de renfermement sur eux faute de trouver une recette politique à même de leur apporter une sérénité dans la vie. Ils adhèrent alors à un souverainisme tatillon alimenté par des politiciens extrémistes basé sur le racisme et la haine de l'étranger. La xénophobie et le doigt pointé sur l'immigration deviennent un argument politique corvéable à merci et la démocratie est fêlée pour avoir montré ses limites.

L'histoire est riche en glissades des Etats dans l'autoritarisme qui a mené le monde entier à la catastrophe.

## Un millier de vols aériens annulés aux Etats-Unis



Un millier de vols ont été annulés vendredi dans les aéroports américains en raison du blocage budgétaire qui s'étire et a conduit les autorités à alléger le trafic aérien face à la pénurie d'aiguilleurs du ciel. Par mesure de sécurité, l'administration Trump a imposé mercredi une réduction du trafic dans quarante des aéroports américains les plus fréquentés face au manque de personnel dans les tours de contrôle, auquel il est demandé depuis plus de cinq semaines de travailler sans être payé du fait du «shutdown». Les vols internationaux ne sont pas concernés, a confirmé vendredi le ministre des Transports Sean Duffy. Un millier de vols ont été annulés vendredi, selon le site de suivi FlightAware, qui identifie les aéroports de Washington (Reagan), Chicago O'Hare et Atlanta comme ceux les plus touchés. Environ 700 annulations étaient annoncées hier. L'aéroport Reagan de la capitale a averti dans l'après-midi sur les réseaux sociaux «prévoir des retards importants et des annulations dans la soirée en raison de la réduction du trafic aérien.»